



# **RAPPORT FINAL**

## **FACILITE D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES DANS LES DEPARTEMENTS DE L'ATACORA ET LA DONGA (FAFA/AD) BEN 09 020 11**

## Table des matières

<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>2</b>
<b>FICHE D'INTERVENTION</b> .....	<b>5</b>
<b>APPRECIATION GENERALE</b> .....	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES</b> .....	<b>7</b>
<b>1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION</b> .....	<b>7</b>
1.1 CONTEXTE	7
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
<b>2 RESULTATS ATTEINTS</b> .....	<b>9</b>
2.1 MATRICE DE MONITORING	9
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	18
<b>3 DURABILITE</b> .....	<b>37</b>
<b>4 APPRENTISSAGE</b> .....	<b>39</b>
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	39
4.2 RECOMMANDATIONS	41
<b>PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)</b> .....	<b>42</b>
<b>1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL</b> .....	<b>42</b>
<b>2 DEPENSES</b> .....	<b>44</b>
<b>3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>47</b>
<b>4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>48</b>
<b>5 MARCHES PUBLICS</b> .....	<b>50</b>
<b>6 ACCORDS D'EXECUTION</b> .....	<b>55</b>
<b>7 ÉQUIPEMENTS</b> .....	<b>60</b>
7.1 EQUIPEMENTS ACQUIS SUR REGIE	60
7.2 EQUIPEMENTS ACQUIS SUR COGESTION	66
<b>8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :</b> .....	<b>67</b>
<b>9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE</b> .....	<b>70</b>
9.1 MATRICE DU PLAN DE SUIVI-EVALUATION	70
9.2 OPERATIONNALISATION ANNUELLE DES CIBLES D'INDICATEURS	75
<b>10 OUTILS ET PRODUITS</b> .....	<b>81</b>

## ACRONYMES

ABSSA	Agence Béninoise de la Sécurité Sanitaire des Aliments
ABEPROFA	Agence Béninoise de Promotion des Filières Agricoles
AD	Atacora - Donga
ADG	Aide au Développement Gembloux
AE	Accord d'Exécution
AF	Accord de Financement
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
AG	Administrateur Gestionnaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AJ	Assistant Junior
AT	Assistant Technique
AT/Comm	Assistant Technique d'appui à la Commercialisation
AT/OP	Assistant Technique d'appui aux Organisations Professionnelles
ATR/OP	Assistant Technique Responsable pour l'appui aux Organisations Professionnelles
AT/SE	Assistant Technique d'appui au Suivi et Evaluation
CA	Conseil d'Administration
CARDER	Centre Agricole Régional de Développement Rural
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CCRB	Conseil de Concertation des Riziculteurs du Bénin
CeCPA	Centre Communal pour la Promotion Agricole
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole
CNOS	Comité National d'Orientation et de Suivi
CRA	Comité Régional d'Approbation
CTB	Agence Belge de Développement
CVPA	Coopérative Villageoise de Producteurs d'Anacarde
CVPR	Coopérative Villageoise de Producteurs de Riz
DIO	Diagnostic Institutionnel et organisationnel
DET	Diagnostic Economique Territorial
DRC	Direction de la Réglementation et du Contrôle
FAFA/AD	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans l'Atacora-Donga
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FECECAM	Fédération des Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole et Mutuel
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FoDeFI	Fonds de Développement des Filières
FOREVA	Fonds Régional de Vulgarisation Agricole
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – Agence allemande de coopération internationale
IMF	Institution de Micro Finance
INRAB	Institut National de Recherche Agricole du Bénin
IF	Inspection Forestière
IMF	Institution de Micro Finance
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MiP	Micro-projet
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PADA	Programme d'Appui à la Diversification Agricole
PDC	Plan de Développement Communal
PPP	Partenariat Public Privé
PROFI	Programme d'appui au développement des filières agricoles
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTOS	Plateforme Technique d'Orientation et de Suivi
R/UFR/AD	Responsable de l'Unité Fonctionnelle Régional du programme



	Agriculture
SCDA	Secteur Communal pour le Développement Agricole
SE	Suivi-Evaluation
SONAPRA	Société Nationale pour la Promotion Agricole
SPEC	Structure de Promotion de l'Economie Locale
UCCPR	Union Communale des Coopératives des Producteurs de Riz
UFR/AD	Unité Fonctionnelle Régionale du Programme Agriculture de l'AD
URCooPMa	Union Régionale des Coopératives des Producteurs Maraichers
URCPA	Union Régionale des Coopératives des Producteurs d'Anacarde
URCPR	Union Régionale des Coopératives des Producteurs de Riz

## Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements de l'Atacora-Donga (FAFA/AD)		
Code de l'intervention	BEN 09 020 11		
Localisation	Natitingou ; Région Atacora/Donga		
Budget total	<b>Contribution</b>	<b>Euro</b>	<b>FCFA</b>
	Belge	5.500.000	3.607.763.500
	Béninoise	190.561	125.000.000
	Total	5.690.561	3.732.763.500
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)		
Date de début de la Convention spécifique	13-08-2010		
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	16-09-2010		
Date prévue de fin d'exécution	31-12-2015		
Date de fin de la Convention spécifique	13-08-2016		
Groupes cibles	<p>Les acteurs directs : (organisations des) producteurs, transformateurs et commerçants des filières riz, maraîchage et anacarde ;</p> <p>Les opérateurs privés en amont et en aval de ces filières ;</p> <p>Le Centre Régional de Promotion Agricole Atacora/Donga (actuel CARDER AD).</p>		
Impact <sup>1</sup>	La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles.		
Outcome	La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.		
Outputs	<p>Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles.</p> <p>Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable.</p> <p>Les structures déconcentrées CeRPA (actuel CARDER) et CeCPA (actuel SCDA) sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.</p>		
Année couverte par le rapport	2010-2015		

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
	<p>La Facilité s'inscrit dans les politiques et orientations nationales.</p> <p>Les trois OPA (URCPA, URCPR et URCooPMa) partenaires de la Facilité sont structurées en coopératives. Elles disposent toutes de plan d'affaires, fondé sur la fourniture de services à leurs membres.</p> <p>Les actions promouvant la production, la transformation et la commercialisation des produits ont amélioré les opportunités de marché et permis d'augmenter les volumes commercialisés, malgré les difficultés rencontrées liées à l'environnement institutionnel et contraintes climatiques.</p> <p>Le rôle du CARDER dans le suivi et la coordination des interventions dans les filières riz, anacarde et maraîchage s'est renforcé. Sous le pilotage du CARDER, les rencontres du cadre de concertation des PTF intervenant dans le secteur agricole se tiennent régulièrement.</p> <p>Le dispositif Fonds de Développement des Filières (FoDéFi) portant sur le financement des initiatives privées a fonctionné de manière efficace sous l'autorité du CARDER.</p> <p>Les actions de renforcement des capacités du Réseau Régional d'Expertise Locale Genre dont le CARDER AD assure la présidence ont contribué à l'implémentation de la politique nationale genre au niveau régional.</p> <p>FAFA AD a été exécuté selon ce qui est prévu. A fin décembre 2015, 98% du budget global a été dépensé</p>
Notez votre appréciation générale de l'intervention <sup>2</sup> :	Notez votre appréciation générale de l'intervention <sup>3</sup> :
Satisfaisant	Satisfaisant
Fonctionnaire exécution nationale <sup>4</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>5</sup>
 <b>AMADOU RASSOUNON ALI</b>	 <b>VAN NIEUWENHOVE</b>

<sup>2</sup> Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

<sup>3</sup> Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

<sup>4</sup> Nom et signature

<sup>5</sup> Nom et signature

# PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

## 1 Appréciation de la stratégie d'intervention

### 1.1 Contexte

Durant la phase d'exécution de l'intervention, trois (03) éléments de contexte ont eu une influence sur l'atteinte des résultats et nécessité des ajustements dans la mise en œuvre. Il s'agit de :

Au niveau national, le contexte général a été marqué par la tenue de plusieurs élections (présidentielle, législative communale et locale). Cela a quelque peu perturbé les activités en termes de disponibilité des partenaires.

Au niveau de la CTB, le démarrage de la Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) et la fusion avec la FAFA/AD au niveau régional a permis de garantir la cohérence et la synergie entre ces projets dans le cadre du « Programme Agriculture ». Cette fusion des équipes a nécessité une réorganisation en termes de gestion des ressources humaines et financières entre FAIA et FAFA/AD et à l'interne de FAFA/AD. Dans le cadre du passage à l'approche programme, le délai d'exécution de la CS FAFA AD a été prolongé de 3 mois suite à la décision de la SMCL de février 2014 d'harmoniser la fin des Conventions Spécifiques (CS) de FAFA AD et FAIA.

Les conditions climatiques ont évolué en dents de scie tout le long de l'intervention, tantôt favorables, tantôt défavorables. Cela s'est traduit en termes de performances des acteurs des filières appuyées par de fortes fluctuations des rendements et productions.

Dans la filière maraîchage, les inondations de la campagne 2012 et les attaques parasitaires de 2014 ont impactés négativement les performances des producteurs de chou, piment, tomate et pomme de terre.

Dans la filière anacarde, les fortes fluctuations de prix observées tout le long de l'intervention n'a pas favorisé le développement de liens d'affaires durables entre acteurs. En 2013, la commercialisation de l'anacarde a été fortement perturbée par celle du coton. En effet, les retards observés dans l'évacuation du coton graine ont impactés négativement la commercialisation de l'anacarde suite à la faible disponibilité de camions, tous mobilisés pour le transport du coton.

Enfin, l'année 2014 a été marquée par la formulation du volet opérationnel du programme agriculture dont fait partie la FAFA AD. De même, de nouvelles interventions sont enregistrées dans la région. Il s'agit notamment de la phase 2 du programme agriculture de la GIZ et du Projet d'adaptation de l'Agriculture au Changement Climatique (PACC).

Au plan institutionnel, le contexte n'a pas fondamentalement changé. La Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga (FAFA/AD) constituée avec le projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche (AIMAEP II) et la Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles (FAIA) les projets de la CTB d'appui au secteur agricole au Bénin à travers le développement des filières agricoles. L'ancrage de la FAFA AD au niveau du MAEP continue de se traduire par une forte implication du CARDER AD. Cette implication a permis l'appropriation par le CARDER AD des résultats de FAFA AD et leur utilisation dans le cadre de son rôle régalien de coordination et d'orientation des politiques et stratégies au niveau régional.

Sur le plan des réformes, celle engagée dans le secteur du contrôle et de la sécurité sanitaire des aliments au travers la création en 2014 de l'Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ABSSA) n'a pas encore aboutie. Cette agence n'est pas encore fonctionnelle suite à une crise de leadership avec le MAEP, mais celle-ci est en cours de résolution. Le Conseil National d'Orientation et de Suivi (CNOS) a été mis en place en 2015, sa déclinaison dans les régions et les communes est programmé en 2016 et se fera avec l'appui du nouveau programme agricole PROFIL. L'Agence Béninoise de Promotion des Filières Agricoles (ABEPFOFA), prévue pour remplacer la SONAPRA, a également été créée mais n'est pas encore opérationnelle.

Les modalités d'exécution de la convention spécifique FAFA AD sont la régie et la cogestion. Les

activités de cogestion relèvent des procédures béninoises. Elles sont gérées à travers les accords d'exécution et de financement avec les partenaires stratégiques de la Facilité et des contrats de financement des microprojets. Les activités de régie relèvent des procédures belges. Elles concernent principalement les dépenses liées au fonctionnement de la Facilité.

Deux réaménagements budgétaires ont eu lieu durant l'intervention avec une réallocation de ressources sur certaines lignes du budget initial. Ainsi un transfert de régie en cogestion d'un montant équivalent à 234 740 euros (153 979 346 FCFA) a été opéré tout en restant dans le budget global initial.

Plusieurs Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et ONG sont actifs dans la région et appuient les mêmes groupes cibles avec des procédures administratives et financières différentes. Cela nécessite une concertation et une harmonisation des appuis pour une meilleure efficacité de l'aide publique au développement. Courant 2013, un cadre de concertation des PTF intervenant dans le secteur agricole a été mis en place sous l'auspice du CARDER-AD en vue de favoriser les échanges entre intervenants. Aujourd'hui à la fin de l'intervention, ce cadre est fonctionnel et permet l'harmonisation des approches avec la mise en place d'une matrice de suivi des interventions. A titre d'exemple, l'actualisation des plans filières riz et anacarde est aujourd'hui porté par le CARDER AD avec l'implication des coopérations belge (CTB) et allemande (GIZ).

## 1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Au vu du diagnostic et de l'analyse du contexte, les orientations stratégiques pour la mise en œuvre de la FAFA AD se matérialisent, au travers des trois axes complémentaires ci-après :

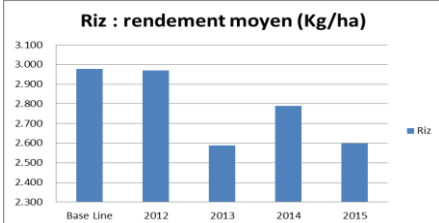
1. L'appui aux acteurs privés à travers le renforcement organisationnel des OPA de manière à ce qu'elles assurent mieux leur rôle économique et de représentation des producteurs ;
2. Le renforcement de l'articulation entre les acteurs des filières, en particulier entre les segments amont / production / aval en vue d'améliorer la productivité et la rentabilité des filières ;
3. L'appui aux acteurs publics à travers le renforcement de certaines fonctions régaliennes du CARDER (ex-CeRPA) de manière, en lien avec la politique nationale (au sens large), à assurer un cadre favorable au développement des filières.

Dans la mise en œuvre, ces orientations stratégiques ont servi de fil conducteur tout le long de l'intervention.



## 2 Résultats atteints

### 2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires												
<b>IMPACT : La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles</b>																
Taux de couverture des besoins alimentaire et nutritionnel dans la zone d'intervention (Atacora/Donga)	48%	53%	155,56% (source : CARDER-AD)	Le taux de couverture d'une commune à l'autre est variable. La moyenne pour la région est tirée vers le haut par les communes à forte production de coton (Kouandé, Kérou, Péhunco atteignant des taux de plus de 300%) où l'engrais coton bénéficie aux cultures vivrières. Par contre 03 communes (Cobly, Toucountouna et Djougou) ont des taux de couverture inférieure à 100%. Ils sont respectivement de 90%, 44% et 71%.												
<b>OUTCOME : La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga</b>																
Rendement moyen (kg/ha) annuel par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz et anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (6%)																
Riz	2 978	3 276 (+10%)	2 598 (-13%)	<p>Les conditions climatiques (irrégularité des pluies), l'appauvrissement des sols cultivables et les difficultés liées à l'approvisionnement en semences et intrants spécifiques de qualité ont affecté considérablement le rendement moyen du riz dans la région. Le tableau ci-dessous illustre les variations de rendement sur la durée du projet. La reprise constatée en 2014 s'explique par un effort ponctuel de l'Etat pour l'approvisionnement en engrais spécifique et semences subventionnées de riz.</p>  <table border="1"> <caption>Riz : rendement moyen (Kg/ha)</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Rendement moyen (Kg/ha)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Base Line</td> <td>2 978</td> </tr> <tr> <td>2012</td> <td>2 978</td> </tr> <tr> <td>2013</td> <td>2 598</td> </tr> <tr> <td>2014</td> <td>2 798</td> </tr> <tr> <td>2015</td> <td>2 598</td> </tr> </tbody> </table>	Année	Rendement moyen (Kg/ha)	Base Line	2 978	2012	2 978	2013	2 598	2014	2 798	2015	2 598
Année	Rendement moyen (Kg/ha)															
Base Line	2 978															
2012	2 978															
2013	2 598															
2014	2 798															
2015	2 598															

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Anacarde	300	330 (+10%)	395 (+32%)	En dépit du vieillissement des vergers d'anacarde, le rendement a connu une progression. Cette progression est plus importante au niveau des producteurs membres de l'URCPA et serait la résultante de plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer les appuis fournis par la Facilité et portant sur la vulgarisation de nouvelles technologies de production : entretien des plantations d'anacardières, formation sur les techniques de greffage et de surgreffage. L'estimation du rendement des plantations des producteurs membres de l'URCPA en 2014 a montré que les rendements moyens obtenus par commune varient de 3,60 kg/arbre à Boukombé à 6,54 kg/arbre à Kouandé, soit respectivement 468 kg/ha à Boukombé à 850,57 kg/ha à Kouandé. Le rendement moyen de la région Atacora-Donga est de 4,59 kg/arbre, soit 596,52 kg/ha. L'URCPA a prévu réaliser cette étude tous les deux ans au regard des moyens tant humain que matériel nécessaires à sa réalisation. La prochaine édition est donc prévue en 2016.
Tomate	7 276	7 713 (+6%)	6 809 (-6%)	Les problématiques d'approvisionnement en semences et intrants spécifiques de qualité combinées aux difficultés éprouvées par les producteurs pour la gestion des ravageurs notamment la virose (TYLC) expliquent la non-atteinte de la cible.
Piment	1 783	1 890 (+6%)	3 070 (+292%)	Les actions menées par l'URCoPMA en termes d'approvisionnement en intrant et de sensibilisation des producteurs sur la gestion des ravageurs ont contribué à améliorer les performances des producteurs.
Oignon	15 000	15 900 (+6%)	15 000 (0%)	Les rendements estimés n'ont pas évolué de manière significative durant la phase d'intervention même si des baisses ont été observées en 2013 et 2014. Cependant les itinéraires techniques paysans (utilisation importante d'engrais chimique) augmentent de manière significative les pertes post-récolte (Pourriture à la conservation). Une attention particulière devra être accordée sur le suivi des producteurs pour un meilleur respect des doses d'engrais recommandées.
Chou	17 640	18 698 (+6%)	20 000 (+13%)	La maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs notamment dans la commune de Djougou explique en partie le progrès observé. Mais le rendement pourrait s'améliorer si les difficultés liées à la maîtrise de l'eau et à l'approvisionnement en

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				intrants sont réglées. Très souvent les semences sont commandées au Burkina vu que les ruptures de stock des fournisseurs traditionnels (centre Songhaï, Bénin semence basés à Parakou) sont fréquentes.
Pomme de terre	14 000	14 840 (+6%)	13 000 (-7%)	Plusieurs difficultés subsistent quant à la culture de la pomme de terre dans la région. Elles sont relatives à l'approvisionnement en semence (les commandes se font en Europe et la variété servie n'est pas souvent celle qui a été commandée); de plus, les quantités commandées sont faibles et ne permettent pas de réaliser des économies d'échelle), la récurrence des attaques parasitaires, la non maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs, les difficultés liés à la conservation.
Production (tonnes) annuelle par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz (15%), anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (20%)				
Riz	56 971	65 517 (+15%)	70 056 (+23%)	La progression s'explique essentiellement par l'accroissement des superficies emblavées. Le financement de microprojets à travers le FODEFI et les aménagements de bas-fonds réalisés par plusieurs interventions ont contribué à l'accroissement des volumes produits.
Anacarde	9 500	10 450 (+10%)	8 300 (-13%)	Les actions en cours en termes de renouvellement des plantations n'ont pas encore permis à ce jour de contrebalancer les effets néfastes du vieillissement du verger.
Tomate	15 834	19 001 (+20%)	40 416 (+155%)	Les services fournis par les OPA en termes de disponibilité des intrants et mise en marché des produits combiné au financement de microprojet dans la filière ont eu pour effet l'accroissement des superficies emblavées et donc de la production.
Piment	4 061	4 873 (+20%)	6 057 (+49%)	
Oignon	40	48 (+20%)	261(+553%)	
Chou	400	480 (+20%)	602 (+51%)	
Pomme de terre	50	60 (+20%)	70 (+40%)	
<b>OUTPUT 1 : Les OPA améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles</b>				
Le niveau de fonctionnalité des OPA régionales augmente d'au moins 30% d'ici 2015 (mesure avec l'outil d'auto-évaluation)				
URCPA	54,46%	84%	76%	Les services aux membres (pré-collecte et vente groupée de noix d'anacarde avec implication de la FECECAM), la prise en compte du genre (postes réservés systématiquement aux femmes bien qu'elles soient en minorité, formations spécifiques, réserve de noix aux femmes transformatrices,...), lien avec l'environnement,

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				gestion des ressources (libération des parts sociales, amélioration de la gestion comptable avec logiciel perfecto, audits) sont autant d'axes sur lesquels l'union a fait des progrès. Mais des efforts restent à fournir par rapport à la tenue régulière des réunions statutaires et la documentation des rencontres de l'OPA. De même, malgré les appuis l'union éprouve encore des difficultés réelles en matière de planification des activités. (cf. annexe : résultats des autoévaluations)
URCPR	48,21%	78%	78%	Les performances réalisées ont permis à l'Union Régionale de passer d'une faible à une bonne structure de coordination et de développement. L'analyse des résultats des différentes auto-évaluations réalisées de 2011 à 2015 montre des progrès importants sur l'ensemble des critères d'évaluation.
URCooPMa	48,21%	78%	68%	La faible performance de l'Union des maraîchers porte essentiellement sur la faiblesse des capacités de mobilisation de ressources internes. Des progrès sont tout de même enregistrés sur les axes structuration et représentativité de l'union (achèvement du processus d'immatriculation de plusieurs CooPMa), les services aux membres (six dépôts intrants ouverts dans 6 communes, vente groupée du piment, chou et oignon), la prise en compte du genre (postes réservés systématiquement aux femmes mais leur leadership ne s'affirme pas encore,...). (cf. annexe : résultats des autoévaluations)
Le nombre de membres en règle (adhésion et cotisations) vis-à-vis de leur coopérative villageoise est d'au moins 80% d'ici 2015 (source : bases de données tenues par les OPA)				
URCPA	39%	80%	70%	Bien que la cible finale ne soit pas atteinte, le score est satisfaisant. Il s'explique par la mise en place d'un dispositif de vente groupée avec ponction à la vente des cotisations/parts sociales des membres bénéficiaires de ce service. La différence observée par rapport à la valeur cible est dû au fait que tous les membres ne participent pas à ce dispositif,
URCPR	21%	80%	47%	Contrairement à l'anacarde ou des ponctions sont effectuées pendant la commercialisation (adhésion et cotisations), pour les
URCooPMa	10%	80%	46%	

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				filières riz et maraîchage, ce dispositif même s'il existe ne touche pour le moment qu'un nombre restreint de producteurs (en ce qui concerne le maraîchage les volumes commercialisés restent relativement faibles en raison des niveaux de production et, pour le riz le fonds de roulement est limité car n'étant pas abondé par une IMF contrairement à l'anacarde). Cela explique les difficultés rencontrées par les OPA pour recouvrer les cotisations auprès des membres à la base. Mais la sensibilisation des membres au cours des AG sur les principes coopératifs a amené les membres à instaurer des règles <sup>6</sup> pour renforcer le niveau de cotisation.
L'esprit entrepreneurial au sein des OPA de niveau régional a augmenté de 10% d'ici 2015 (mesuré avec l'outil auto-évaluation)				
URCPA	56%	66%	69%	La valeur mesurée pour l'esprit entrepreneurial a légèrement dépassé la valeur cible finale. Cela s'explique surtout par les performances enregistrées au travers les dispositifs de commercialisation de la noix brute et le partenariat pour l'exportation des noix biologiques avec la société GEBANA BV
URCPR	38%	48%	44%	L'esprit entrepreneurial n'est pas encore ancré dans le fonctionnement des OPA (beaucoup de coopératives fonctionnent encore comme des groupements) ; Inexistence de services payants pour le moment ; la capacité de l'Union régionale à lever des crédits auprès des IMF reste faible ; Le plan d'affaire élaboré n'est pas encore mis en œuvre.
URCooPMa	38%	48%	63%	On note une forte progression de l'esprit entrepreneurial au sein de l'URCooPMa par rapport à la situation de départ. Bien que la valeur cible finale soit dépassée, des efforts doivent cependant se poursuivre pour améliorer les critères liés à la capacité de lever et gérer les crédits et, sur l'évolution du capital de l'OPA.
<b>OUTPUT 2 : Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable</b>				
Le nombre de contrats formels de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 3 contrats chaque année par filière (source : OPA)				
Anacarde	0	12	04	La forte fluctuation du prix de vente de noix d'une campagne à une autre en raison de la spécificité de la filière (tournée essentiellement vers l'export) ne favorise pas le développement des contrats. En effet, les producteurs s'attendent toujours à une forte

<sup>6</sup> La présentation des dossiers d'immatriculation et la constitution de nouvelles coopératives sont conditionnées au paiement intégral des cotisations (adhésion et part sociale), ce qui n'était pas le cas auparavant

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
				variation à la hausse du prix du Kg de noix et préfèrent spéculer et garder par devers eux les produits. Malgré les difficultés ci-dessus énumérées, il est important de noter que le mécanisme de la vente groupée instaurée par l'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde et appuyé par la Facilité a contribué à améliorer le développement des liens d'affaires entre les maillons. En effet, plusieurs contrats ont été signés entre acteurs et ce sur plus d'une campagne, ce qui témoigne d'un développement progressif de relation de confiance entre les acteurs.
Riz	0	12	10	Le mécanisme de la vente groupée instaurée par les Unions Communales des Producteurs de Riz a favorisé le développement des liens d'affaires entre acteurs des différents maillons. L'existence de dispositifs de vente groupée a permis de combler un besoin réel chez les acteurs de la transformation et commercialisation du riz.
Maraîchage	0	12	02	Pour l'instant, les contrats sont négociés seulement pour le piment vert et le chou. Pour les autres spéculations (oignon, pomme de terre, tomate) les techniques de conservation non encore maîtrisées et les volumes encore faibles ne permettent pas pour le moment de rentrer dans un processus de contractualisation permettant de satisfaire les exigences quantitatives et qualitatives de la demande.
Le volume (tonne et volume monétaire) de contrats formels de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 10% chaque année par filière (source : OPA)				
Anacarde	103	+ 10% par an	1800 T (+1648%) (463 500 000 FCFA)	108 T pour l'anacarde biologique et le reste pour l'anacarde conventionnel. Les contrats négociés ont été honorés à 57% à cause des ventes parallèles réalisées par certains producteurs malgré les engagements pris.
Riz	47	+ 10% par an	425 T (+804%) (65 999 400 FCFA)	Un volume de 424,985 tonnes a été livré par rapport aux 431,4 T de riz collecté. Le volume de riz paddy a été commercialisé à travers le dispositif de vente groupée dans 07 unions communales de coopératives de producteurs de l'Atacora-Donga.
Maraîchage	70	+ 10% par an	225,4 T (+222%) (25 316 000 FCFA)	Piment vert Gbatakin (50T) Chou (175 T) Les contrats ont été exécutés respectivement à 50% et 61%

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Les marges nettes moyennes générées par les MiP augmentent de 10% chaque année (source : compte d'exploitation (CE) de chaque MiP ; base de données MiP)	1 514 123	+40% (2 200 000 FCFA)	+15% (1 747 092 FCFA)	L'indicateur a été mesuré sur la base d'un échantillon de MiP financé et disposant de compte d'exploitation en début et à la fin de la mise en œuvre du projet. Ce résultat corrobore l'analyse de fonctionnalité <sup>7</sup> des MiP où la majorité de ceux-ci se situe à des niveaux faibles (74% de niveau C et D). La marge de progression reste donc importante pour l'avenir.
Ratio de revenu annuel des MiP augmente (moyenne sur 5 ans)/coût (subvention) des MiP est d'au moins 70% d'ici 2015 (source : base de données MiP)	53%	70%	69%	
<b>OUTPUT 3 : Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation</b>				
Le nombre de cadre de concertation agriculture tenu annuellement au niveau régional augmente à 4 (1 par trimestre) et au niveau communal de 2 par an avec prise en compte de 80% des	2 au niveau régional et 0 niveau communal	30= 4+13*2 (4 de niveau régional et 2 niveau communal par an	18 au total: 5 au niveau régional et 13 au niveau communal (1 par commune et a porté sur l'appropriation des DET)	Le cadre de concertation régional est celui des PTF sur le secteur agricole coordonné par le CARDER. Au niveau communal, il s'agit d'un cadre de concertation ad hoc suscité et appuyé par l'UFR AD en attendant l'installation officielle du cadre communal de concertation prévu dans le PSRSA. Il s'est réuni une fois en 2015 pour discuter de la prise en compte des résultats des études DET et DIO dans l'élaboration des PDC de troisième génération. La seconde session prévue pour valider le volet agricole contenu dans les nouveaux PDC n'a pu se tenir en raison du retard accusé dans l'organisation des élections communales (prévue pour début 2013 mais tenue en Q3_2015) et qui a fait que les conseils communaux ne se sont pas occupés de

<sup>7</sup> Critères de fonctionnalité : niveau de technicité, maîtrise des itinéraires techniques, capacités managériales et entrepreneuriales, produits générés par les investissements, etc.

Résultats / Indicateurs	Valeur de la Baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
recommandations (source : CARDER AD)				l'actualisation des PDC.
Taux de certification des semences de riz augmente de 10% chaque année pour atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)	56% (riz)	90%	100%	(Certification des champs et certification des lots matures après activités post-récolte à 100%)
Taux de certification des semences d'anacarde augmente de 10% chaque année pour atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)	0%	90%	0%	La lourdeur administrative a fait que cela n'a pas été fait.
Le nombre des échantillons prélevés par le service DRC/CARDER pour analyse de qualité par le mini-laboratoire atteint 100 d'ici 2015 (source : DRC/CARDER)	0	100	102	314 échantillons ont été prélevés dans les champs semenciers et des tests de germination sont faits pour le maïs et le riz. (dont 102 pour le riz avec 90% de taux de germination)
Au moins 30% des échantillons de semences prélevés sont	0%	30%	100% tests de germination et 0% autres tests	100% (toutes les analyses ont été faites au laboratoire pour les tests de germination)



<b>Résultats / Indicateurs</b>	Valeur de la <i>Baseline</i>	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
analysés Taux d'analyses des prélèvements réalisés par les services DRC/CARDER au mini-laboratoire d'ici 2015 (source : DRC/CARDER)				

## 2.2 Analyse des résultats

### 2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact<sup>8</sup> (impact potentiel) ?

La contribution de l'intervention FAFAAD à l'impact peut se mesurer à différents niveaux :

En termes d'organisation des acteurs des filières riz, anacarde et maraîchage, la structuration des OPA à travers la mise en conformité avec l'acte uniforme de l'OHADA, l'appui à la création des coopératives ainsi que tous les appuis formatifs (mise en place d'outils de gestion, développement de services en direction des membres) a un impact significatif sur le milieu avec l'émergence d'organisations de producteurs représentative et reconnues comme acteur important dans le paysage institutionnel. Cette analyse est corroborée par le rapport d'évaluation finale du projet qui précise : « *Tous les services développés par les Unions et les Coopératives ont un impact significatif et qui se poursuivra notamment pour ceux qui génèrent actuellement des plus-values (ventes d'intrants, ventes groupées), pour les services tel l'appui conseil aux membres même si l'impact est parfois reconnu (cas dans le MC) risque fort d'être limité à la durée de vie du projet.* » « *...Toutefois, force est de constater qu'il reste un important travail à réaliser et plus axé sur une démarche (entrepreneuriale) avec des services payants et autonomisant si l'on veut pérenniser ces services et ces acquis* ». Les outils tables filières qui commencent à se développer, de par leur simple création sont impactant et les actions engagées au travers de ces espaces de concertation impactent l'activité des filières. Elles le seront encore plus lorsqu'elles évolueront vers ce que devrait être une interprofession. » « *... leur pérennisation est théoriquement assurée. Leurs coûts sont limités et peuvent être pris en charge soit par leur structure OP de référence, soit plus simplement à titre individuel. Il n'est là question que de volonté<sup>9</sup>.* ».

La mise en place de concert avec le CARDER AD du fonds régional de développement des filières (FODEFI) a eu un impact très positif sur les trois filières. En effet, le financement de 175 microprojets a permis l'amélioration de la production (excepté pour l'anacarde)<sup>10</sup>, des rendements (sauf pour le riz, la tomate, la pomme de terre et l'oignon) et la diversification des sources de revenus des exploitations agricoles et acteurs des filières riz anacarde et maraîchage touchés. Dans le même ordre d'idée, des relations de partenariat durables ont été instaurées entre acteurs des filières riz, anacarde et maraîchage à travers la promotion des tables filière.

L'implication du CARDER AD durant la mise en œuvre garantit une pérennisation des acquis de la facilité. Le CARDER AD a été renforcé dans ses fonctions régaliennes à travers l'appui à l'élaboration et l'opérationnalisation d'outils de pilotage (Plan filière), le renforcement des capacités techniques et matérielles pour l'amélioration de la qualité du système de contrôle sur la sécurité sanitaire des aliments existants.

En matière de prise en compte des thèmes transversaux, la facilité à travers l'appui au Réseau Régional d'Expertise Locale Genre (RRELG) a contribué à améliorer la position des femmes dans les filières (meilleure représentation et leadership renforcé). Dans le domaine de l'environnement un impact tangible est noté à travers la promotion des partenariats publics-privés pour une gestion durable et équitable des plantations domaniales d'anacardiens. L'adoption des pratiques préservant l'environnement à travers l'appui au développement de la filière anacarde biologique, le recyclage des sous-produits issus de la transformation du riz et la promotion des techniques agro écologiques (compostage, etc.).

### 2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ?

Dans la filière anacarde, et comparé à la valeur de référence, la tendance en terme de rendement est plutôt haussière, ce qui peut s'expliquer au regard des différents services mis en place au niveau de l'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde (URCPA). Il s'agit principalement de l'appui à l'entretien des plantations d'anacardiens d'une part et d'autre part à la mise en place d'un dispositif permettant de garantir à terme le renouvellement des plantations (mise en place de parcs à bois, vulgarisation des techniques de greffage et de sur greffage). Cependant et malgré ces progrès, les

<sup>8</sup> Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

<sup>9</sup> Revue finale des interventions FAFA – FAIA ; SOPEX – CONSULTING S.A. (décembre 2015)

<sup>10</sup> Explication voir la matrice de monitoring

niveaux de rendement et production actuels au niveau régional demeurent faibles. En effet, le ratio encore faible (Superficie touchée/Superficie totale du verger) ne permet pas encore de percevoir les effets des actions entreprises au niveau régional. Il devrait évoluer avec le temps et l'avancement du processus de renouvellement des vergers terminé.

Dans la filière riz la tendance est plutôt à la baisse, ce qui peut s'expliquer au regard des importantes fluctuations climatiques observé tout le long de la mise en œuvre. En effet, les retards dans l'installation des saisons pluvieuses, l'irrégularité et la mauvaise répartition des précipitations ont impacté négativement les rendements des exploitations familiales productrices de riz. Toutefois, considéré sous l'angle des volumes de production, la tendance est à la hausse. Cette croissance est due à plusieurs facteurs dont : (i) augmentation du nombre de bas-fonds aménagés par d'autres interventions (PADA, PACER, etc.) et donc des superficies emblavées ; (ii) financement de microprojet liés à la production de riz, etc.

Dans la filière maraîchage, en dehors du piment, les rendements ont dans l'ensemble évolué vers la baisse. Cette situation est essentiellement due à la non-maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs notamment sur les aspects gestion des ravageurs. Pour le cas spécifique de la pomme de terre, la non-disponibilité de semences de qualité combinée au coût des intrants font qu'à la date d'aujourd'hui le nombre de producteurs impliqués dans cette culture a sensiblement régressé. Pour le piment, les rendements se sont globalement accrus comparé aux valeurs Baseline.

Il faut néanmoins noter que de manière générale, les productions se sont accrues par rapport à la valeur de référence. Cependant, ces variations ne sont pas toujours liées à l'amélioration de la performance des exploitations. Elles sont plutôt le fait de variation des superficies emblavées et du nombre de producteurs impliqués selon que la campagne précédente a été bonne ou mauvaise. A titre illustratif, les résultats très mitigés sur la pomme de terre ont eu pour effet une baisse drastique du nombre de producteurs.

### 2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?

#### Output 1 : Les OPA améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles

L'appui à la structuration et à l'organisation des acteurs des trois filières (anacarde, riz et maraîchage) a été réalisé avec la mise place des coopératives au niveau village, commune et région. Ce résultat est le fruit d'un processus qui a démarré en 2011 et qui s'est poursuivi jusqu'aux termes de l'intervention avec l'appui du CARDER-AD. Un changement institutionnel a été opéré au niveau des OPA des trois filières qui sont passées de statut d'association à but non lucratif (loi 1901) au statut de coopérative selon l'acte uniforme de l'OHADA. Ce nouveau statut permet aux coopératives de mener des activités économiques.

Le tableau ci-dessous montre la répartition par filière et niveau de structuration des coopératives :

Filières	Coopératives			Total
	Niveau village	Niveau commune	Niveau région	
Anacarde	96	10	1	107
Riz	148	13	1	162
Maraîchage	105	13	1	119
<b>Total</b>	<b>349</b>	<b>36</b>	<b>3</b>	<b>388</b>

L'immatriculation des coopératives a, quant à elle, démarrée en 2015 avec l'appui du CARDER-AD. Ainsi, 61 OPA des filières anacarde, riz et maraîchage ont obtenus leurs attestations d'immatriculation qui matérialisent de ce fait leur existence juridique. Cela représente 15% du nombre total de pré-coopératives pour ces 03 filières. Les raisons justifiant ce niveau relativement faible d'immatriculation des coopératives sont : i) mise en place tardive de la commission technique d'étude des dossiers d'immatriculation ; ii) erreurs dans le montage des dossiers surtout au niveau du maraîchage ; iii) faible niveau de libération des parts sociales en particulier pour la filière riz.

Le tableau ci-dessous fait le point de l'évolution des coopératives mises en place de 2012 à 2015.

	URCPA		URCPR		URCooPMa	
	2012	2015	2012	2015	2012	2015
Effectif producteurs membres	1135	1508	2860	3274	2457	2015
Effectif de femmes	49 (4%)	125 (8 %)	1 501 (48%)	1 816 (55 %)	1439 (60%)	1 270 (63 %)
Nombre d'union régionale		01		01		01
Nombre d'unions communales	10	10	13	13	13	13
Nombre de coopératives villageoises	84	96	142	148	103	105
Nombre de dossiers introduits au CARDER pour l'immatriculation	48		30		27	
Nombre de coopératives immatriculées au 31/12/2015 <sup>11</sup>	34		09		18	

Au-delà des résultats obtenus, la structuration des OPA a permis de renforcer leur représentativité et légitimité par rapport à leur base sociale.

En dehors de la structuration du maillon production, la Facilité a entrepris des actions pour l'organisation des acteurs dans les autres maillons à savoir la transformation et la commercialisation. Il s'agit de :

- La mise en place d'une union régionale des coopératives de transformatrices de riz regroupant neuf (09) unions communales de femmes transformatrices de riz (dont 04 sont immatriculées pour 05 dossiers introduits). Le nombre total de membres se chiffre à 1.092 femmes transformatrices regroupées dans 65 groupements. Les unions communales envisagent sensibiliser ces groupements à devenir des coopératives ;
- La mise en place de dix (10) unions communales de commerçants avec l'appui de la SPEC Natitingou (structure de promotion de l'économie communale). Pour le moment, ces coopératives ne sont pas fonctionnelles en raison des spécificités liées au maillon commercialisation en particulier l'individualisme observé chez ces acteurs.

Par rapport au sociétariat, on observe de très légères augmentations du nombre de coopératives villageoises et de coopérateurs pour les filières anacarde et riz. Par contre, les effectifs des coopératives maraîchères chute de +/- 07%. Cette situation n'est pas alarmante en l'état, car cela reflète les dynamiques associatives où on enregistre des entrées et des sorties de membres au cours d'une même année. Néanmoins, les coopératives concernées par ces désistements doivent rester vigilantes et mener des actions/communications pour fidéliser leurs membres et élargir aussi leur base sociale.

En matière de gestion des coopératives, plusieurs actions ont été menées afin d'améliorer leur fonctionnement. Il s'agit de : i) réalisation d'audits, ii) appui à la mise en place d'outils de gestion comptable, iii) prise en charge et formation RH, iv) et appui dans l'élaboration et opérationnalisation d'un système de suivi/évaluation adapté, v) appui à l'élaboration de plans d'affaires, vi) appui à l'élaboration et la mise en œuvre des plans de communication.

Ces différents appuis ont contribué à une amélioration des OPA notamment en ce qui concerne leur fonctionnement et la visibilité de leurs actions. Ces performances ont été réalisées à travers la mise en œuvre des accords avec les Unions des trois filières.

Par ailleurs, des progrès importants ont été faits par rapport à la fourniture de services des OPA pour leurs membres à la base. Ces services concernent l'appui-conseil technique aux producteurs, la commercialisation groupée des produits, la fourniture d'intrants et l'accès à l'eau notamment pour le maraîchage.

Une enquête a été réalisée en 2015 pour apprécier le niveau de satisfaction de ces services et a permis de tirer les conclusions suivantes :

- Dans leur majorité, les membres sont satisfaits des services et prestations fournis par leurs OPA. Cependant une analyse plus fine des résultats montre que la satisfaction par rapport aux services n'est pas entière, ce qui laisse entrevoir de grandes marges de manœuvres en

<sup>11</sup> 96 dossiers transmis dont 69 déjà traités (dont 13 concernent d'autres filières : karité et coton)

termes d'amélioration de la qualité mais aussi du nombre de bénéficiaires de ces services. Dans certains cas comme le service eau dans le maraîchage, des réorientations demeurent nécessaires.

- Les services fournis par les OPA ont tous un coût, ce qui pose d'emblée la question de leur financement. Les résultats de l'enquête montrent que le potentiel disponible sur le terrain en termes de contribution au financement de ces services est très faible. En conséquence, il est donc important de privilégier des dispositifs légers, flexibles et accessibles au plus grand nombre.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des services développés par les OPA grâce à l'appui de la Facilité :

Anacarde	Maraîchage	Riz
Appui-conseil Entretien plantation Commercialisation noix Certification biologique	Appui-conseil Service Eau Commercialisation Approvisionnement en intrants	Appui-conseil Production de semence Commercialisation Paddy

Sur le plan de la gestion et du fonctionnement des OPA, des progrès importants ont été enregistrés par rapport à la situation de référence à travers les auto-évaluations annuelles réalisées. Les résultats comparés des auto-évaluations 2011 à 2015 des OPA montrent que par rapport à la situation de référence (2011), la progression pour les OPA des 03 filières est globalement positive pour l'ensemble des critères. Ce qui n'enlève en rien les efforts à fournir pour améliorer leurs scores et renforcer leur crédibilité en tant qu'acteur prépondérant dans leur secteur.

Il faut cependant noter qu'en 2015, les unions régionales ont été plus critiques quant à la mesure des critères d'auto-évaluation surestimés en 2014 (comme exprimé lors des ateliers d'auto-évaluation). Ceci en particulier pour les critères liés au « genre » et à la « planification/exécution/suivi » dont la cotation globale régresse pour les 03 unions.

Les OPA en se transformant en coopérative s'inscrivent ainsi dans une démarche de professionnalisation. Cependant, la notion de coopérative et l'esprit d'entrepreneuriat qui la soutiennent ne sont pas suffisamment « intériorisés » par les membres. Actuellement, pour devenir membre d'une coopérative, il suffit à l'OPA de libérer une seule part sociale. Celle-ci est « thésaurisée » et ne participe pas à l'essor de la coopérative. Les membres ne connaissent pas bien leurs « droits », tout comme leurs « devoirs » dont l'obligation de « coopérer ». Cela explique entre autres la stagnation des scores enregistrés pour l'indicateur mesurant le « nombre de membres en règle » au niveau de l'URCPR et l'URCooPMA entre 2014 et 2015. Le tableau suivant fait le point du sociétariat des coopératives des 03 filières :

Démembrement	URCPA	URCPR	URCooPMA
Membres en règle	70 %	47 %	46 %
Coopératives villageoises en règle	51 %	50 %	67 %
Unions coopératives communales en règle	100 %	85 %	92 %

Les unions sont aujourd'hui reconnues comme interlocuteurs valables par l'ensemble des acteurs intervenant dans les filières riz, anacarde et maraîchage. Elles ont notamment développé en dehors du partenariat avec la FAFA/AD des collaborations avec d'autres partenaires<sup>12</sup>.

En dehors des appuis reçus des PTF, les principales sources de mobilisation des ressources internes sont constituées par les cotisations (droit d'adhésion et part sociale) et les revenus issus des services notamment les achats/ventes groupés. Bien que l'on puisse observer une évolution positive, ces ressources ne suffisent pas pour assurer à ces coopératives une autonomie financière. Elles sont encore tributaires des appuis des partenaires.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'évolution du cumul des cotisations des OPA appuyées

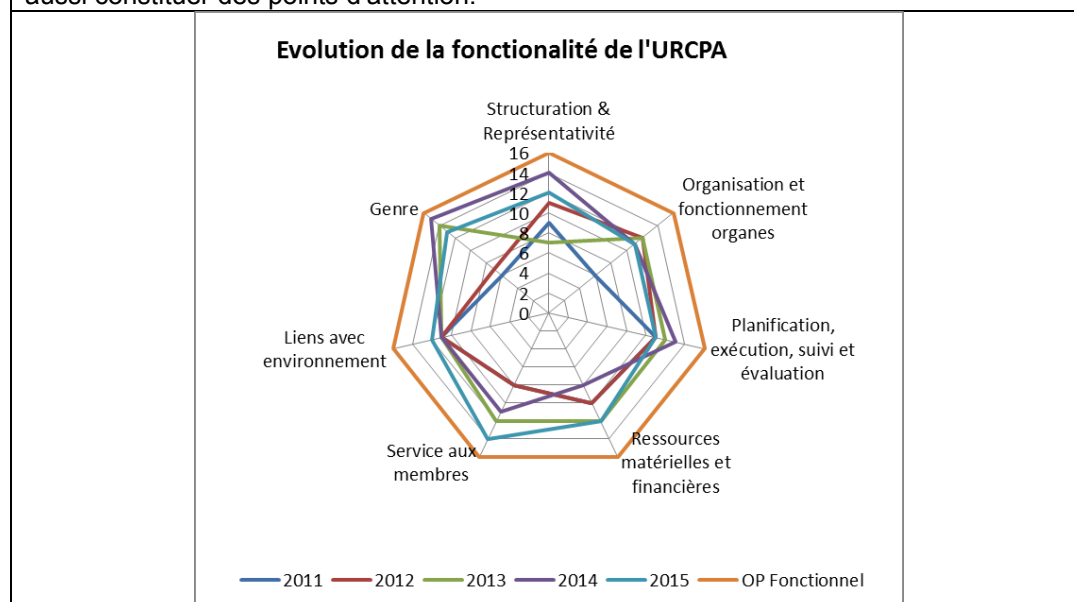
<sup>12</sup> Il s'agit de : i) URCPA : AFDI/AFD, GIZ, PADA ii) URCPR : GIZ, PROTOS, iii) URCooPMA : PROTOS, IFDC (International Center for Soil Fertility and Agriculture Development), USADF (United State African Development Foundation dans le secteur de la maîtrise de l'eau).

pour les années 2014 et 2015 et des revenus générés par les services au cours de l'année.

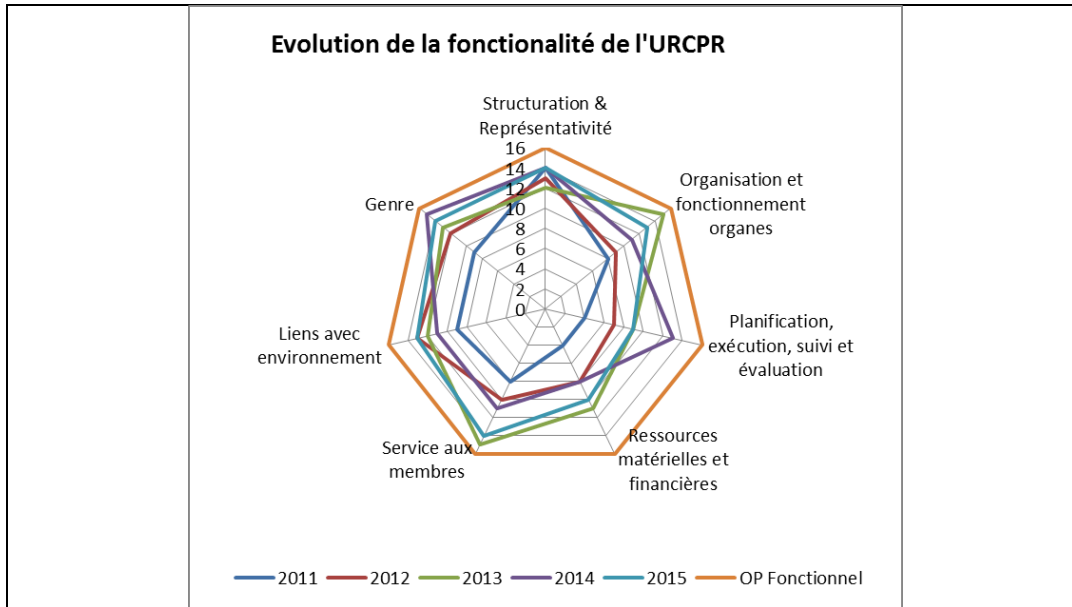
Revenus		Données 2014		Données 2015	
		Ressources mobilisés par les coopératives de niveau village et communal (FCFA)	Ressources mobilisés par les Unions Régionales (FCFA)	Ressources mobilisés par les coopératives de niveau village et communal (FCFA)	Ressources mobilisés par les Unions Régionales (FCFA)
URCPA	Cotisations	14.936.190	3.450.000	29.721.500	4.600.000
	Services	21 024 693	3.575.736	25 851 956	4 396 724
URCPR	Cotisations	18 290 000	2.515.000	27.050.000	2.780.000
	Services	3 480 655	0	4.575.635	0
URCooPMa	Cotisations	15 686 400	3.330.000	20.652.100	3.800.000
	Services	1 521 420	0	1.385.760	0

De manière globale les résultats des auto évaluations synthétisées par les schémas ci-dessous donnent un aperçu de la fonctionnalité des OPA partenaires de la Facilité :

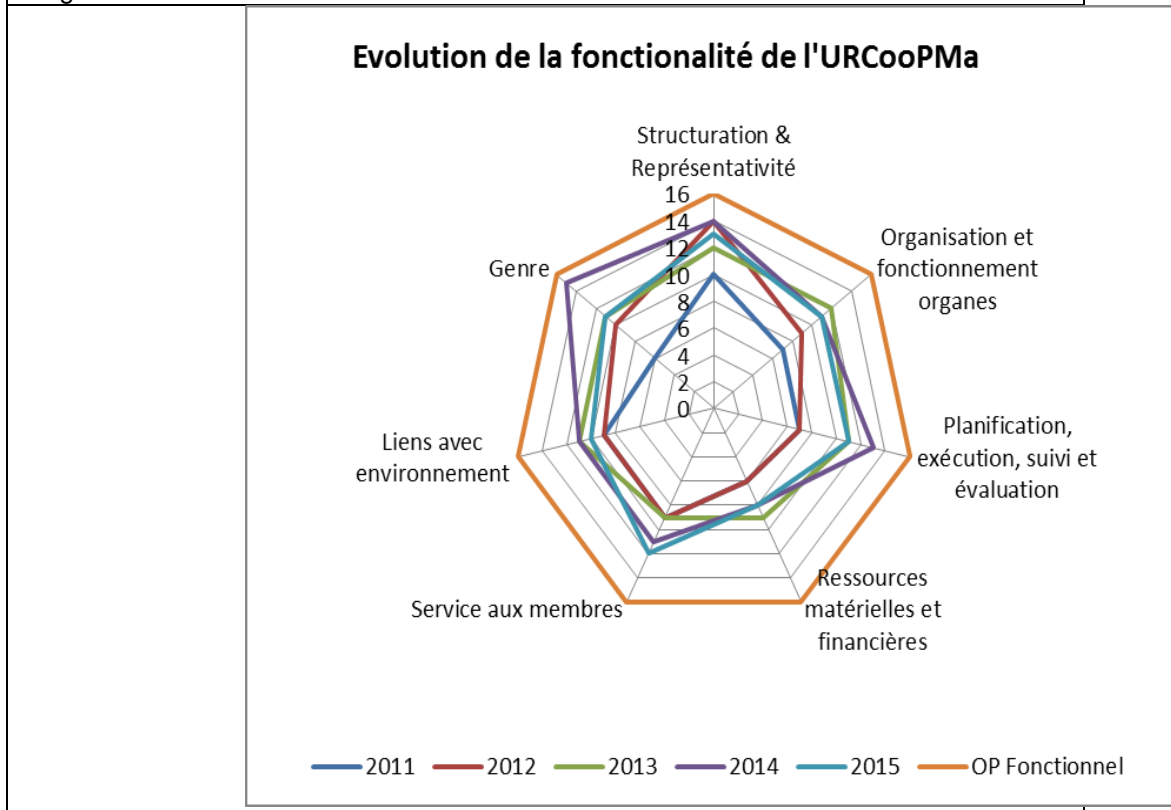
Pour l'URCPA, les « services aux membres » et les « ressources matérielles » sont en nette progression. Par contre, la « structuration et représentativité » faiblit et devrait constituer pour le futur un chantier prioritaire. L'organisation et le fonctionnement doivent aussi constituer des points d'attention.



Au niveau de l'URCPR, le graphique ci-dessous montre, pour la plupart des critères une nette amélioration. Le critère « structuration et représentativité », quant à lui, se maintient au même niveau.



L'URCooPMA voit quasi l'ensemble de ses critères régressés excepté celui lié aux «services aux membres» en légère augmentation. Tout comme pour l'URCPA, le critère «organisation et le fonctionnement» se maintient.



## **Output 2 : Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable**

L'articulation entre acteurs et les opportunités de marché pour les filières riz, maraichage et anacarde ont fait l'objet de plusieurs actions. Selon les filières, les actions et les résultats obtenus se déclinent comme suit :

### **- Filière Anacarde**

L'appui au développement des services de pré-collecte et de commercialisation groupée des noix d'anacarde s'est poursuivi tout le long de l'intervention. Les volumes pré-collectés ont sensiblement augmenté passant de 122 tonnes au début de l'intervention à 374,6 tonnes soit un bond de 207%. A ce niveau, il faut signaler l'implication d'une structure de microfinance (FECECAM) à travers l'ouverture d'une ligne de crédit, grâce à l'intervention de la Facilité, de 100.000.000 FCFA ayant fortement contribué dans l'augmentation des volumes pré-collectés. Ainsi en 2015, l'URCPA a utilisé 62 millions pour l'achat des noix auprès de ses membres. Pour la campagne prochaine, la FECECAM a proposé d'augmenter cette ligne jusque 500 millions, mais l'URCPA compte tenu de ses prévisions pense solliciter un crédit de 170 millions.

Les appuis dans le domaine de la commercialisation groupée ont permis à l'URCPA de commercialiser 2.978 tonnes de noix soit une progression de 43% comparée à la situation au début de l'intervention. Quatre (04) contrats ont été signés avec des commerçants et usines de transformations de noix d'anacarde pour un volume total de 1800 tonnes. Sur ces contrats, 1.030 tonnes ont été effectivement livrées pour un chiffre d'affaires de 463.500.000 FCFA. En termes de labellisation et afin de favoriser l'accès des producteurs de noix au marché de niche, les actions menées ont permis à l'URCPA de certifier « BIO » 579 producteurs de noix pour une superficie de 1.672 hectares avec une production attendue de noix brute biologique de 723 tonnes.

Globalement, le volume total commercialisé a connu un taux de progression de l'ordre de 10% de même que les frais de gestion (près de 23%). Les frais de gestion sont les commissions versées par les acheteurs des noix aux coopératives de producteurs qui assurent le regroupement des produits à commercialiser. Ces frais sont répartis entre unions de producteurs de différents niveaux (village, commune, région, national) suivant une clé de répartition.

Les résultats se présentent ainsi :

	<b>Campagne 2011-2012</b>	<b>Campagne 2012-2013</b>	<b>Campagne 2013-2014</b>	<b>Campagne 2014-2015</b>	<b>Campagne 2015-2016</b>
Volume commercialisés en tonnes	1600	2083	2 525	2 707	2 978
Valeurs des volumes FCFA	456 000 000	614 485 000	656 565 000	751 811 000	1 340 100 000
Prix vente (moyen CFA/Kg)	285	295	260	278	450
Marges réalisées en F/Kg	93	103	68	95	212
Nbre producteurs impliqués	3 250	3 250	1 800	4 457	2 082
Frais de gestion mobilisés en FCFA	6 500 000	7 380 000	20 579 360	24 660 429	30 348 680

### **- Filière Riz**

En 2015, la collecte et commercialisation groupée du riz paddy s'est élargie à une 7<sup>ème</sup> Union Communale des Coopératives de producteurs de riz (UCCPR). Celles-ci ont signé 07 conventions de collaboration permettant aux OPA de la filière de collecter 431,4 tonnes de riz paddy au travers de 10



contrats<sup>13</sup> passés avec des clients des UCCPR. Au total, 961 producteurs dont 531 femmes réparties dans 61 coopératives villageoises ont pris part au dispositif soit un accroissement de près de 90% des producteurs (dont un accroissement de 38% pour les femmes) par rapport à l'année précédente, ce qui témoigne de l'intérêt suscité par celui-ci.

	Total 2013-2014	Total 2014-2015
Nombre de Coopératives Villageoises impliquées	33	61
Effectif total des Producteurs participant à la vente groupée	504	961
Volume collecté en vente groupée (tonnes)	109,9	431,4
Montant d'achat à la collecte	16 482 000	90 700 880

La table filière « Riz » a été mise en place suite à des voyages d'échanges organisés avec les Entreprises de Service aux OPA (ESOP) et la table filière dans le sud du pays. Au travers de ce dispositif, les échanges entre les producteurs, les transformatrices, les promoteurs des mini-rizeries et les IMF ont abouti à la signature de 10 contrats (pour un volume de 425 tonnes livrées) pour un chiffre d'affaire de 65 999 400 F CFA.

Dans le souci de faciliter l'approvisionnement de ces membres en semences de qualité, l'Union régionale des coopératives de producteurs de riz a mis en place un réseau de production de semences certifiées. 60 hectares de semences de riz ont été emblavés pour une production estimée à plus de 176 tonnes de semences certifiées. Une partie de ces semences a été placée au niveau des coopératives villageoises impliquées dans la vente groupée.

#### - **Filière Maraîchage**

Des tests de commercialisation de produits maraîchers, notamment la pomme de terre, l'oignon, le chou et le piment ont été menés dans les communes de Ouaké, Djougou et Pehunco. Ils portent notamment sur la commercialisation groupée pour les produits hautement périssables (chou, pomme de terre et piment frais) et différée pour l'oignon. Les résultats obtenus sont très encourageants pour l'oignon, le chou et le piment. Ils sont mitigés pour la pomme de terre comme le montre les chiffres suivants :

- L'union communale de producteurs maraîchers de Djougou a commercialisé environ 107 tonnes de choux de manière groupée.
- L'union communale de producteurs maraîchers de Ouaké a commercialisé environ 25,6 tonnes de piments de manière groupée.
- L'union communale de producteurs maraîchers de Pehunco a commercialisé environ 20 tonnes d'oignon de manière groupée et différée.
- Par contre pour la pomme de terre, la production n'a pas été significative pour organiser la vente groupée. Ceci en raison des attaques et des difficultés d'approvisionnement en semence.

Parallèlement aux actions menées portant sur l'amélioration de l'articulation entre acteurs, la facilité a appuyé les acteurs des filières à agir sur les principales contraintes entravant le développement de la filière et à les lever partiellement (approvisionnement en semences, maîtrise des itinéraires techniques, intrants spécifiques, conservation,...). A ce titre, les unions de coopérative (régionale et communale) ont développé un ensemble de services au profit de leurs membres visant à améliorer la production et favoriser les négociations de contrat avec les commerçants et transformateurs. Les actions dans ce sens doivent encore être poursuivies et renforcées afin d'accroître et consolider les avancées observées dans le cadre de la présente intervention.

Les animateurs recrutés par l'union régionale apportent des appui-conseil aux producteurs et productrices. Les champs d'apprentissage maraîcher constituent des lieux d'écologie et de perfectionnement des producteurs. En 2015, les thématiques suivantes ont été dispensées au profit

<sup>13</sup> 04 contrats SONAPRA (Djougou, Cobli, Tanguiéta, Matéri), S2ID (Bassila), Sourou Bayaye (Kouandé), CARP (Matéri), Groupement des femmes transformatrices (GFT) de FOUNGA (Djougou), GFT de Kolokondé (Djougou) et GFT de Momongou (Djougou)

de 311 bénéficiaires (dont près de 60% de femmes) : itinéraires techniques, choix variétal, protection des cultures, compostage, gestion de l'eau, conservation des produits.

Les maraîchers formés en 2014 sur la production de semence, ont fait l'objet d'un suivi/recyclage par le formateur. Deux kits de production de semence ont été mis en place et font l'objet d'une expérience pilote.

Les 06 dépôts ouverts en 2013 continuent d'offrir un service d'approvisionnement en intrant (semences, engrais, produits phytosanitaires). Au total 2390 clients/maraîchers se sont approvisionnés dans ces boutiques pour un chiffre d'affaire global de 14 017 800 FCFA.

## Situation des dépôts intrants maraîchers

Communes	Bassila			Djougou			Natitingou		
	Campagnes	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014
Semences améliorées (kg)	4	7	45	3	5	449	15	19	87
Semences pomme de terre (kg)	15	10	0	29	39	0	29	31	0
Engrais (nb. de sacs 25 kg)	130	78	43	240	117	157	134	145	102
Produits sanitaires (lt)	-	47	37	-	111	352	-	50	110
Achat (FCFA)	2.046.675	1.028.800	812.870	3.246.300	7.055.455	6.000.145	2.682.175	1.463.600	1.788.600
Vente (FCFA)	2.160.650	1.126.800	897.000	3.442.400	7.641.800	6.706.600	2.823.850	1.589.400	2.027.600
Marge brute (FCFA)	113.975	98.000	84.130	196.100	586.345	706.455	141.675	125.800	239.000

Communes	Ouaké			Péhunco			Tanguiéta			Totaux		
	Campagnes	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014	2015	2013	2014
Semences améliorées (kg)	-	16	4	4	6	136	10	16	0	37	68	721
Semences pomme de terre (kg)	-	-	0	13	57	0	-	-	0	86	137	0
Engrais (nb. de sacs 25 kg)	-	180	137	297	212	68,3	171	79	6	972	811	513,3
Produits sanitaires (lt)	-	65	102	-	47	21	-	35	0	-	355	622
Achat (FCFA)	-	3.883.900	2.135.300	4.398.775	1.998.600	1.835.125	2.515.275	736.125	60.000	14.889.200	16.166.480	12.632.040
Vente (FCFA)	-	4.327.300	2.225.600	4.635.600	2.180.500	2.092.000	2.681.400	822.100	69.000	15.743.900	17.687.900	14.017.800
Marge brute (FCFA)	-	443.400	90.300	236.825	181.900	256.875	166.125	85.975	9.000	854.700	1.521.420	1.385.760

Les marges dégagées demeurent faibles pour le moment. En effet, la logique de l'union est de rendre disponible les intrants de qualité. En outre, les volumes relativement bas limitent les taux de marge. La mise en œuvre du projet entrepreneuriat agricole de l'URCoopMa devrait contribuer à résoudre ce problème (implication banque).

Pour les 03 filières, les actions et résultats, décrits ci-dessus, ont été renforcés par les microprojets financés au travers le FODEFI : ligne de financement mis en place par la facilité.

Au total 175 microprojets ont été appuyés (75 pour la filière riz, 45 dans la filière anacarde, et 55 dans le maraîchage) pour un coût global de **621.585.630 de FCFA** avec une subvention de **521.778.326 FCFA soit 84%** et une contribution financière des porteurs de projets se chiffrant à **99.807.304 FCFA soit 16%**. Toutes les communes de l'Atacora et de la Donga ont été touchées par ces financements.

L'analyse selon les maillons montre que le maillon production a drainé près de la moitié des financements octroyés. En effet, selon les filières la nature des demandes de financement traitées varie. En dehors de la filière anacarde, les demandes en lien avec la commercialisation des produits ont été très limitées (01 projet dans la filière maraîchage et 06 dans la filière riz). Dans le même ordre d'idée les demandes portant sur la transformation des produits ont été très limitées dans les filières maraîchage et anacarde (01 projet dans le maraîchage et 03 projets dans la filière anacarde). Au final, plus de la moitié des projets financés (57%) concerne le maillon production pour environ 49% du budget. Les projets relatifs à la transformation bien que priorités dans le DTF couvre 18% du total, soit 26% du budget global des subventions accordées. Cela s'explique vu que le système de sélection mis en place est fondé sur la demande et qu'en dehors de la filière riz la transformation de l'anacarde et des produits maraîchers est encore à ses débuts dans la région. Au total 6 679 producteurs et acteurs des filières riz, anacarde et maraîchage ont directement bénéficié des subventions pour les microprojets dont 40% de femmes soit 2 664 femmes.

Dans leur grande majorité, les promoteurs MIP ont respecté leurs engagements contractuels dans la mise en œuvre et le rapportage de leur micro-projet. Toutefois, des litiges subsistent quant à la justification des fonds mis à la disposition de certains promoteurs. Au 31 mai 2016, ces litiges portent sur 06 conventions de microprojets (sur un total de 175 micro-projets) pour lesquels les fonds reçus par les porteurs de projets n'ont pas été entièrement justifiés. Les montants objets de litiges s'élèvent à un million quatre cent cinquante-un mille cinq cent quarante-un FCFA (1 451 541 F CFA). Ce montant représente 0,28 % de la subvention totale octroyée pour les MIP. Dans le cadre de leurs règlements, un contrat de prestation a été signé avec un huissier de justice et des actions sont menées en vue du remboursement de l'intégralité des fonds mis à disposition. Ceci pour souligner l'importance pour chaque partie de respecter les engagements pris. Mais aussi envoyer un message auprès des futures bénéficiaires du nouveau programme à venir PROFI en matière de suivi des principes de « bonne gouvernance » dont la gestion des fonds.

La répartition des subventions de microprojets selon les maillons et type d'acteurs est résumé dans le tableau ci-dessous.

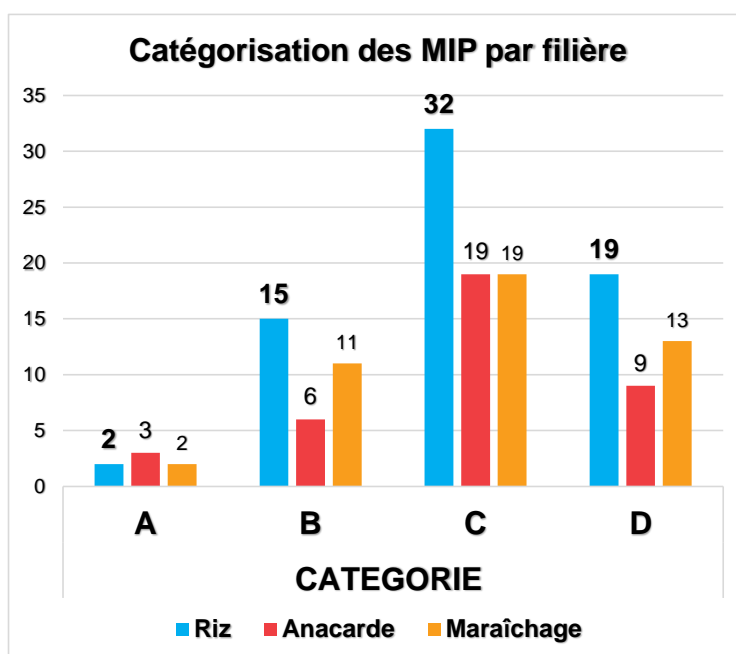
**Tableau synthèse financement de microprojets**

	Nombre de microprojets financés				Montant des subventions accordées				
Maillon	Nombre Projet. Financés	Filières			Subventions Accordées	Subventions Anacarde	Subventions Maraîchage	Subventions Riz	% Budget
		Anac.	Mar.	Riz					
Production	101	9	52	40	253.206.946	18.050.451	144.889.230	90.267.265	49%
Transformation	33	3	1	29	137.711.468	15.070.276	1.377.295	121.263.897	26%
Commercialisation	40	33	1	6	128.008.162	90.021.720	11.987.500	25.998.942	25%
Prestation Services	1	0	0	1	2.851.750	-	-	2.851.750	1%
<b>Total Général</b>	<b>175</b>	<b>45</b>	<b>54</b>	<b>76</b>	<b>521.778.326</b>	<b>123.142.447</b>	<b>158.254.025</b>	<b>240.381.854</b>	<b>100%</b>
<b>Type Promoteur</b>									
Groupement Femme	52	0	14	38	168.935.172	-	42.858.845	126.076.327	32%
Groupement Homme	30	27	2	1	83.520.741	73.826.153	6.732.400	2.962.188	16%
Groupement Mixte	49	8	19	22	163.311.792	21.386.537	76.700.133	65.225.122	31%
Femme individuelle	15	3	2	10	38.570.243	15.070.276	2.233.150	21.266.817	7%
Homme individuelle	29	7	17	5	67.440.378	12.859.481	29.729.497	24.851.400	13%
<b>Total Général</b>	<b>175</b>	<b>45</b>	<b>54</b>	<b>76</b>	<b>521.778.326</b>	<b>123.142.447</b>	<b>158.254.025</b>	<b>240.381.854</b>	<b>100%</b>

\* en gras bleu, les maillons les plus soutenus par filière

Les promoteurs ont bénéficié d'un dispositif d'appui au montage et suivi de leur microprojet via l'encadrement de prestataires de services non financiers (PSNF) : ERAD ONG et GEL NORD. A ce niveau une reconstitution des comptes d'exploitation (CE) pour l'exercice 2014 et une analyse de la fonctionnalité (EFP) ont été réalisées pour 150 porteurs de projets. Ces données ont servi de base pour l'élaboration de trajets d'accompagnement entrepreneurial (TAE).

Comme le montre le tableau ci-dessous, la fonctionnalité<sup>14</sup> de la majorité des MIP est perfectible (A = performance excellente, B = bonne, C = faible, D = très faible). Les TAE visent donc à renforcer les capacités des promoteurs en vue de leur professionnalisation. Leur mise en œuvre est en cours et va se poursuivre en 2016 avec le PROFI.



### **Notes de capitalisation**

Au cours de l'intervention, plusieurs notes de capitalisation exploitant les données issues de ces expériences ont été rédigées. Celles-ci se retrouvent sur le site de la CTB<sup>15</sup> et s'intitulent :

- ✓ Structuration des OPA (2013) ;
- ✓ Achat groupé d'intrant pour le maraîchage. Le cas des unions de coopératives de producteurs maraîchers de l'Atacora-Donga (sept. 2015) ;
- ✓ La vente groupée de riz paddy au nord du Bénin. Le cas des unions communales de Djougou et Matéri (sept. 2015) ;
- ✓ La vente groupée des noix d'anacarde au nord du Bénin. Le cas de l'union régionale des coopératives des producteurs d'anacarde de l'Atacora et de la Donga (sep. 2015).

D'autres sont en cours d'élaboration et traiteront des champs écoles paysans et la certification BIO de noix d'anacarde.

L'implication des acteurs des filières riz anacarde et maraichage au niveau communal et régional dans l'identification et la sélection des investissements communaux (IC) a favorisé le développement de liens entre les IC et le financement des acteurs privés. Le tableau ci-dessous fait ressortir quelques exemples à ce niveau :

- ✓ Le magasin de stockage de riz de Yarikou (commune de Natitingou) situé à proximité du bassin rizicole a facilité le stockage du paddy récolté par la Coopérative Villageoise de

<sup>14</sup>Critères de fonctionnalité : Pour les MIP PRODUCTION ils touchent la technicité du projet, la maîtrise des itinéraires technique, la capacité managériale et entrepreneuriale, les produits générés par les investissements, la contribution socio-économique et environnementale. Pour les MIP TRANSFORMATION et COMMERCIALISATION : idem hormis maîtrise des itinéraires techniques

<sup>15</sup><http://www.btctb.org/fr/content/facilit-dappui-fili-res-agricoles-d-partements-latacora-donga>

- Producteurs de Riz (CVPR) de Yarikou,;
- ✓ Les magasins de stockage d'anacarde réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale contribuent au renforcement du dispositif de la vente groupée et à l'amélioration des recettes communales (collecte de la TDL).

En outre, la synergie FAFA – FAIA (Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles) s'est traduite au niveau des MIP, IC et PEA (Projet Entreprenariat Agricole) sur plusieurs points :

- ✓ Le renforcement de la concertation entre tous les acteurs impliqués dans les filières ;
- ✓ Le renforcement du rôle des communes dans la promotion et le développement des filières agricoles ;
- ✓ Une meilleure analyse du dispositif d'exploitation et d'entretien des IC à travers la mise à en place d'une structure d'ingénierie sociale (SIS);
- ✓ L'articulation entre les MIP financés par FAFA et les PEA financés par FAIA, le tout en relation économique avec les IC ;
- ✓ Le recrutement et la mise à disposition des prestataires de services non financiers (PSNF) par FAIA, a permis l'élaboration d'une situation de référence des MIP financés par FAFA afin de les accompagner pour une amélioration de la gestion de leur micro entreprise.

Le tableau ci-dessous fait le croisement de synergies entre les interventions FAFA et FAIA, le financement des microprojets, projets entreprenariat agricole (PEA) et investissements communaux (IC).

**Tableau synthèse liens PEA, MIP, IC**

PEA	coopérative/structure touchée par le PEA	MIP ayant une relation d'affaire avec le PEA	IC touché par le MIP/PEA	Commentaire
<b>CEPI Développement</b>	CVPR PAM-PAM, CVPR YARIKOU, CVPR-PERMA, CVPR KOUDENGOU	CVPR YARIKOU	Magasin de stockage de riz à YARIKOU	Les CVPR fournissent du riz paddy à la Centrale d'Achat du Riz Paddy (CARP). Le magasin est situé sur la voie qui mène au bas fond rizicole
<b>OGYA Développement</b>	CVPR KONDO, CVPR TANSANHOUN, CVPR GOUANDE	CVPR KONDO		
<b>S2ID SARL</b>	UCCPR BASSILA, CEPI Développement (CARP)	CEPI Développement (CARP), CVPR KODOWARI (membre UCCPR Bassila)	Magasin de stockage de riz à BIGUINA	Ce magasin est utilisé par l'UCCPR de Bassila dans le cadre des ventes groupées
<b>URCPA</b>	93 CVPA	35 CVPA, dont 30 en relation avec les IC BASSILA : 08 CVPA COPARGO : 5 CVPA KEROU : 02 CVPA KOUANDE : 08 CVPA NATITINGOU : 02 CVPA PEHUNCO : 05 CVPA	BASSILA : 3 magasins de stockage d'anacarde, COPARGO : 1 magasin de stockage d'anacarde KEROU : 02 magasin de stockage d'anacarde KOUANDE : 01 magasin de stockage d'anacarde NATITINGOU : 01 magasin de stockage d'anacarde PEHUNCO : 02 magasin de stockage d'anacarde	Au total 10 magasins de stockage d'anacarde réalisés par les communes sur financement CTB et utilisés par les CVPA dans le cadre de la vente groupée de noix d'anacarde. Ce qui permet à la commune de jouer son rôle de promotion de l'économie locale et d'améliorer les recettes communales à travers la collecte de la taxe de développement local (TDL)
<b>SOUROU BAYAYE</b>	CEPI DEVELOPPEMENT	Centrale d'achat du riz paddy (CARP)		La CARP fourni le riz paddy à SOUROU BAYAYE, ce qui a amélioré considérablement la qualité de riz étuvé produit par cette association



### **Output 3 : Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation**

Un cadre de concertation des PTF intervenant dans le secteur agricole existe et se réunit régulièrement. Ce cadre a mis en place un certain nombre d'outils notamment la matrice de suivi des interventions permettant de limiter les risques de doublons.

En termes de renforcement des capacités du CARDER-AD dans ses compétences régaliennes notamment sur les aspects contrôle de la qualité des produits et intrants agricoles, un mini-laboratoire d'analyse a été construit et équipé en 2013. Outre le contrôle qualité des semences, ce laboratoire est aussi outillé pour réaliser le contrôle de la qualité des intrants agricoles et produits alimentaires. Cependant, les dysfonctionnements intervenus au sein de l'ABSSA qui assurait la gestion du laboratoire, ont impacté négativement sa fonctionnalité en 2015. Aujourd'hui, le laboratoire et son personnel sont de nouveau sous la responsabilité du CARDER-AD, gage d'une réouverture prochaine.

Dans son rôle de structure en charge de la coordination des interventions dans le secteur agricole, le CARDER-AD a bénéficié de l'appui de la Facilité pour l'élaboration de plans régionaux de développement pour les filières riz, anacarde et maraîchage. L'opérationnalisation de ces plans s'est poursuivie tout le long de l'intervention avec des évaluations ponctuelles de leurs états de mise en œuvre. Un processus est en cours pour leur réactualisation impliquant aussi la GIZ pour les filières riz et anacarde. Ce processus est coordonné par le CARDER-AD et selon le guide méthodologique d'élaboration de plan filière développé par le MAEP avec l'appui du programme PROFI de la coopération belge.

Un appui a été également fourni au CARDER AD pour l'élaboration et la mise en place d'outils d'immatriculation des coopératives conforme à l'Acte Uniforme OHADA. L'ensemble des outils nécessaires à l'immatriculation des coopératives a été édité et une base de données élaborée pour le suivi du processus. Par ailleurs, une plaquette de présentation de ce processus a été conçue comme outil d'information et de vulgarisation.

Dans le cadre de l'appui au système d'information rurale du CARDER, la Facilité a appuyé la mise en place d'un système de géo référencement des infrastructures agricoles avec le dispositif AKVO. Au total, environ 1400 infrastructures ont été géo référencées et, des cartes thématiques sont en voie de finalisation. Les bas-fonds ont aussi été géo référencé par les agents du CARDER-AD formés à l'utilisation de cet outil. La formation a été appuyée de concert par un expert SIG du CARDER, l'ONG PROTOS et la Facilité.

Enfin, un appui a été fourni au CARDER-AD pour la mise en œuvre de la stratégie nationale genre. Cet appui s'est réalisé à travers le réseau régional d'expertise locale genre (RRELG) et les actions menées sont explicitées dans les thèmes transversaux ci-après.

#### **2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?**

- La structuration, l'organisation et le renforcement des capacités des OPA ont permis la mise en place par ces dernières des services orientés vers l'augmentation de la production (approvisionnement en intrants, semences de qualité, entretien des plantations d'anacardier, appui conseil, eau) et des revenus (commercialisation : achat et vente groupés).
- Le financement de microprojets (MiP) à travers le Fonds de Développement des Filières (FoDéFi) facilite l'accès aux intrants, à l'équipement et permet de satisfaire en partie les besoins en infrastructures dans les filières riz, anacarde et maraîchage.
- Ces appuis combinés au renforcement des capacités techniques des bénéficiaires contribuent à l'augmentation des rendements, de la production et des revenus.
- Le renforcement des liens (contractualisation, concertation) entre les acteurs filières permet de développer des partenariats gagnant-gagnants qui s'inscrivent dans la durée. De plus ces partenariats garantissent la fourniture des produits conformes aux normes de qualité exigées par le marché.
- Le contrôle de la qualité des semences par la Direction de la Réglementation et du Contrôle (DRC) du CARDER assure une meilleure disponibilité des semences et intrants de qualité.

- La vulgarisation des résultats de la recherche à travers le Fonds Régional de Vulgarisation Agricole (FoRéVA) et l'Institut National de Recherche Agronomique du Bénin permet une adoption plus rapide et de masse des bonnes pratiques de production avec des effets sur les rendements et la production.

### 2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?<sup>16</sup>

Plusieurs facteurs ont influencé la mise en œuvre de la FAFA AD. Parmi ces facteurs on peut retenir :

- Le rendement dépend de la conjonction de plusieurs facteurs non maîtrisés tels : la pluviométrie, la disponibilité des intrants (semences, engrais) en qualité/ quantité et à de bons prix, la main d'œuvre, etc. La conséquence est que les rendements sont très variables d'une année à une autre.
- Les politiques au niveau national notamment celle portant sur les subventions sur les intrants et autres dons ont eu une influence négative dans les actions de promotion des filières menées par l'intervention. Cela concerne particulièrement la filière riz pour laquelle, les subventions sur les semences ne contribuent guère à l'émergence d'un secteur semencier viable.
- La forte propension de l'Etat à prioriser les besoins de la filière cotonnière affecte la promotion et le développement des autres filières. L'appui-conseil et les autres services de l'Etat (approvisionnement en intrants) sont orientés prioritairement vers la filière cotonnière. Pour parer à cela des dispositions ont été prises pour faciliter aux OPA l'accès à un appui-conseil de qualité (recrutement animateur par filière) et l'accès à des semences et intrants spécifiques de qualité.
- La variabilité climatique et les attaques parasitaires qui ont influencé énormément les rendements et productions. Des sensibilisations ont été organisées pour informer les producteurs sur la gestion des ravageurs et l'amélioration des pratiques culturales (utilisation de semences adaptées).

### 2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Parmi les bénéficiaires, certains ont été primés par des instances autres que la facilité au regard des résultats obtenus à travers l'intervention. A titre d'exemple une femme formatrice de noix d'anacarde dans la commune de Djougou a été invitée à participer à une foire internationale en RDC où elle a obtenu le premier prix (voir journal "Le pays émergent N° 0722 du jeudi 19 mars 2015) ; la CVPR de Sagniha (Djougou), le président UCCPR de Matéri et la CooPMA des femmes de Bodi (Bassila) ont remporté des prix au niveau de la région.

Au niveau du maraîchage, les systèmes d'irrigation, calibrés pour des surfaces déterminées lors de l'identification des micro-projets, ont été exploités pour de plus grandes superficies entraînant une surexploitation des points d'eau avec comme conséquence des ruptures d'approvisionnement permanent en eau. Le matériel d'exhaure a vieilli plus vite que prévu, étant sollicité au-delà de ses capacités d'utilisation.

Le rapport d'évaluation finale met aussi en avant certains effets négatif sur l'environnement du développement du maraîchage sur les berges des cours d'eau (assèchement de la ressource eau) ou en zones urbaines/périurbaines qu'il faudra suivre attentivement pour des questions de santé publique, tout en précisant qu'ils doivent être confirmés.

### 2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

#### **Genre**

La Facilité s'est inscrit dans l'objectif du Plan d'action « Genre » du secteur agricole qui veut

<sup>16</sup> Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

contribuer à la réduction des inégalités entre hommes et femmes dans le secteur pour un développement équitable et durable.

De façon opérationnelle et durant toute la phase de mise en œuvre, la FAFA/AD a œuvré pour un meilleur accès et contrôle des femmes aux services et biens par une amélioration des besoins tant pratiques, productifs que sociaux afin de renforcer leurs intérêts stratégiques à terme dans les trois filières qu'elle appuie (Riz, Anacarde et Maraichage).

Cela a notamment été pris en compte :

- A travers l'attribution des microprojets aux femmes ;
  - Par l'accès à l'information adapté aux femmes sur les opportunités de financement des (micro)projets ;
  - Par un appui au montage de projets des promotrices ;
  - Par la formation/recyclage de rédactrices locales pour un appui au montage de (micro)projets
- Par un accès à l'appui conseil technique et de gestion ciblé aux femmes ;
- Par la proposition dans les politiques/plans filières/Plans de développement communaux des activités et budgets spécifiques pour les femmes ;
- Par la facilitation de l'accès à la terre notamment à travers l'établissement de partenariats public privé donnant l'autorisation d'exploitation de bas-fonds et de plantations domaniales d'anacarde pour les femmes ;
- Accès aux matières premières (noix de cajou, ..) et intrants.

Ainsi, la facilité a redynamisé le Réseau Régional d'Expertise Locale Genre (RRELG) à travers deux accords d'exécution et a contribué à la création des réseaux communaux genre. Le RRELG a par la suite contribué à la formation des membres des unions régionales sur le genre et sa prise en compte dans leurs activités (représentativité des femmes au sein des organes, participation des femmes aux formations, accès des femmes aux intrants, plaidoyer pour l'accès des femmes aux terres cultivables,...). A ce titre, un état des lieux de la situation des femmes en matière de gestion du foncier a été réalisé au sein de l'URCPR avec l'appui du RRELG.

La Facilité a également prévu à travers les MiP des critères pour favoriser l'accès des femmes au financement.

Il faut aussi noter que d'une façon générale, les femmes « jouissent » plus du dispositif de vente groupée où elles se montrent plus dynamiques que les hommes, en particulier pour les filières riz et maraichage.

Parmi les 175 MIP financés, 38% sont allés directement à des femmes (29% pour des groupements féminins et 9% vers des femmes individuelles). Au total, 40% des bénéficiaires directs de microprojets sont des femmes soit 2 664 femmes.

Cependant, le turnover des agents de l'Etat, dont ceux en charge de la promotion du genre, constitue une des faiblesses pour pérenniser les acquis, obligeant à recommencer le coaching et le renforcement des capacités des nouveaux entrants. Ceci avec le risque de se retrouver avec des personnes de faible capacité ou peu de motivation.

## **Environnement**

L'environnement a été abordé notamment à travers les principaux instruments d'intervention suivants :

Les MIP : promotion de technologies respectueuses de l'environnement (compostage en substitution des engrais chimiques, foyers améliorés utilisant notamment la paille et son de riz dans les techniques d'étuvage, séchoir solaire).

La restauration de plantations d'anacarde, la certification bio des plantations d'anacarde (1 672 Ha certifié BIO en 2015 avec un volume de noix certifié de 723 tonnes), les tests de technologies de production plus favorables à l'environnement à travers des dispositifs de champs écoles, la mise en place de dépôts d'intrants homologués. Cependant, il convient de signaler que le niveau d'adoption

des technologies promues demeure encore faible au niveau des bénéficiaires.

Les thématiques enseignées dans les champs d'apprentissage maraîchers ont ciblé entre autre le compostage et l'utilisation de bio-pesticide. La formation (donnée par ADG) a mis l'accent sur les méthodes pour une production durable des produits maraîcher dont les semences.

L'utilisation des variétés de riz résistantes à la sécheresse ont été promues et introduites (NERICA L20 et L14). Elles apportent une réponse face aux changements climatiques que subissent les producteurs.

### **2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?**

La facilité analyse au moins une fois l'an les progrès réalisés, à travers notamment la production d'un rapport annuel de résultats. Toutefois, le système de suivi des indicateurs reste à renforcer et à être mis en cohérence avec celui du MAEP.

Les points d'avancement des activités faits aux réunions de la SMCL sont fidèles par rapport à la réalité et sont bien discutés au cours des sessions en vue de la prise de décisions stratégiques.

Les recommandations issues des réunions de la SMCL et des différents cadres de concertation/pilotage sont globalement mises en œuvre.

L'évaluation à mi-parcours de la Facilité a été réalisée en mai 2013. Le plan de suivi de la mise en œuvre des recommandations a été élaboré et régulièrement évalué.

Le projet a accueilli deux missions de backstopping EST agriculture. La première en 2012 a porté un focus particulier sur le dispositif FODEFI et sa mise en oeuvre. La seconde s'est déroulée en 2014 avec comme thème central, passage en revue de l'état d'avancement des résultats/activités en faisant ressortir les points à capitaliser dans le cadre de la formulation du nouveau programme agricole PROFI.

Quatre audits (2011, 2013, 2014, 2016) dont deux réalisées par la Cour des Comptes (2011 et 2014) ont eu lieu tout au long du projet. L'audit de 2016 a passé en revue la période 2013 à 2015. Les recommandations font l'objet d'un suivi.

Le cadre de résultat a été élaboré au moment où le Guide MoReResults n'était pas encore conçu. Le MONOP est réalisé mais l'utilisation n'est pas encore optimale

Le RR est bien au courant et suit le progrès de résultats. Mais les échanges directs sont souhaités pour améliorer la situation.

## 3 Durabilité

### 3.1.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Des bases sont jetées pour tendre vers une durabilité. En effet, la professionnalisation des OPA en coopérative leur permet de développer des services économiques et d'en tirer profits (rémunération) pour leurs membres ; ce qui n'était pas le cas au moment où elles avaient le statut d'association régie par la loi de 1901. Cependant ce processus doit être encore accompagné et renforcé.

L'existence des plans filière viennent compléter l'arsenal des textes et stratégies du secteur agricole. Ils offrent un cadre favorable à une meilleure articulation entre les acteurs des filières se traduisant notamment par la tenue des tables filières régionales, lieux d'échange et de lien d'affaires. Tout comme pour la structuration des OPA, ce processus est à ses débuts et doit gagner en maturité.

Par ailleurs, les OPA partenaires ont acquis des capacités et développé des compétences dans certains domaines dont notamment le plaidoyer, les négociations commerciales, les passations de marché, la planification, le suivi-évaluation des activités, la recherche de financement. En ce qui concerne ce dernier point, l'implication d'une institution de microfinance (FECECAM) dans la mise en œuvre des services de commercialisation des noix de cajou a élargi les opportunités de marché des acteurs de cette filière. Ainsi, en 2015 cette IMF a mis à disposition de l'URCPA une ligne de crédit de 100 millions de francs CFA. L'URCPA a utilisé 62 millions pour l'achat des noix auprès de ses membres. Pour la campagne prochaine, la FECECAM a proposé d'augmenter cette ligne jusqu'à 500 millions, mais l'URCPA compte tenu de ses prévisions pense solliciter un crédit de 170 millions. Même si les IF/IMF sont encore trop faiblement investis comme partenaire dans les actions des projets, un premier pas a été franchi et une dynamique d'intéressement de ces acteurs financiers se fait jour. En cela le projet a impacté et inséré ces acteurs dans la démarche développement filières à différents niveaux.

Les fonds de roulement mis en place par le projet devraient se pérenniser et contribuer à maintenir les actions initiées auprès des coopératives des 03 filières. Mais, comme le souligne le rapport d'évaluation finale, sans apports supplémentaires, au mieux, on assistera à une stagnation de celles-ci.

Toujours extrait du rapport d'évaluation, en ce qui concerne les micro-projets : *« Les MIP ont de multiples impacts positifs (amélioration de la production, des rendements, de la diversité des activités, de l'amélioration des revenus, ...) » « ... dont un nombre important est pour leur part financièrement durable. Les porteurs de microprojets parviennent à reconstituer les fonds de roulement et ainsi pérenniser leurs activités. »*

### 3.1.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cible et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La prestation a été perçue très favorablement par les groupes cibles et autres partenaires de la Facilité (OPA, CARDER et acteurs des filières riz, anacarde et maraîchage). En effet, la responsabilisation des partenaires dans l'identification des besoins en appui et leur forte implication dans la mise en œuvre ont largement contribué à l'appropriation des actions de la Facilité par ces derniers. A ce titre, on peut noter :

- ✓ Du point de vue organisation des acteurs, les OPA appuyées par la FAFA AD se sont inscrites dans une démarche d'appropriation du processus de structuration de leurs organisations. Les réflexes de bonne gouvernance, notamment la tenue des rencontres statutaires pour rendre compte aux membres sont aujourd'hui ancrées dans les habitudes au sein des OPA. Les services mis en place au sein des OPA l'ont été dans un souci de durabilité et les OPA continuent de les fournir malgré la fin de l'intervention ;
- ✓ Du point de vue articulation entre acteurs, les liens que l'intervention a contribué à favoriser ont permis la création d'un climat de confiance entre acteurs et plusieurs transactions se mènent sans intervention aucune de la Facilité. L'implication de structures de financement dans la campagne de commercialisation de l'anacarde témoigne de l'appropriation des

- actions de mise en relation appuyés par la Facilité ;
- ✓ Le CARDER AD à travers ses actions de coordination des interventions prend une place de plus en plus prépondérante et joue pleinement son rôle régalien. Les plans régionaux de développement des filières élaborés avec l'appui de la Facilité constituent les documents de base de stratégie régionale de développement des filières riz, anacarde et maraîchage et sont actuellement en phase d'actualisation.

Des risques subsistent cependant en matière de pérennisation des acquis. Il s'agit principalement du risque financier, les partenaires, notamment les OPA ne disposant pas toujours des ressources financières nécessaires pour assurer l'ensemble de leurs dépenses de souveraineté. La poursuite de la fourniture de certains services notamment l'appui-conseil et le respect des statuts (renouvellement des instances et tenue des rencontres statutaires) ont un coût que les partenaires se doivent de satisfaire. Pour cela des actions ont été menées pour doter les OPA de stratégies réalistes de mobilisation de ressources. Des plans d'affaires fondés sur la fourniture de services payants ont été élaborés pour chacune des trois partenaires OPA et leur mise en œuvre devrait permettre d'améliorer de manière significative leurs capacités d'autofinancement.

## 4 Apprentissage

### 4.1 Enseignements tirés

Les principaux enseignements tirés sont résumés dans le tableau ci-après :

Enseignements tirés	Public cible
Par rapport au résultat 1 : Les OPA améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles	
Il faut veiller à un minimum de consensus entre les différents acteurs (OPA, CARDER et la facilité) et en prenant le temps qu'il faut pour conduire à terme un processus de structuration ;	Tous
La volonté, l'engagement et la disponibilité des OPA constituent des facteurs déterminants pour la réussite de la structuration. Il est donc nécessaire de fournir des outils d'aide à la décision à la portée des acteurs, tout comme initier des échanges/dialogues dans le respect mutuel qui favorisent la valorisation des compétences/expériences locales. Ceci en tenant compte également du rythme /capacité de changement des acteurs concernés (« laisser au temps le temps d'agir » parfois en contradiction avec la « pression temporel » que subit l'intervention par ses bailleurs) ;	ATN CARDER Unions
La culture entrepreneuriale dans les OPA n'est pas encore une réalité. Le fonctionnement des coopératives reste donc un défi majeur à relever. Un autre défi consiste à induire un changement de comportement avec le passage d'une gestion court terme vers une projection sur le moyen/long terme. ;	OPA
L'implication des OPA à l'identification des idées de projets a permis le choix des investissements communaux en lien avec leurs besoins	OPA Communes
Il faut arriver à développer des échanges critiques et constructifs avec les OPA leur permettant de prendre conscience qu'on est à leur service plutôt que de percevoir l'intervention comme un bailleur de fonds ;	UFR OPA
Il faut développer au niveau des partenaires, le réflexe de communiquer sur les différents appuis qu'ils reçoivent pour améliorer la gouvernance et la transparence pour plus de redevabilité.	UFR OPA CARDER PTF
Par rapport au résultat 2 : Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable	
La structuration des OPA favorise le développement des services adaptés aux membres avec des économies d'échelle et ouvre des opportunités (accès au financement, vente groupée, renforcement de la visibilité) ;	PTF
La vision orientée marché permet aux OPA de mieux dimensionner leurs productions et d'obtenir des contrats de production rémunérateurs et durables ;	OPA Table filière
L'opérationnalisation du FODEFI a contribué à l'articulation entre les acteurs des différentes filières. L'analyse des dossiers MIC et les choix opérés au sein des comités de présélection et d'approbation ont constitué des espaces d'échanges et d'apprentissage de travail en commun entre acteurs étatiques et non étatiques. Ils ont ainsi appris à mieux se connaître et atténuer les préjugés qu'ils pouvaient avoir les uns vis-à-vis des autres. Mais le principe de faire du FODEFI un fonds ouvert à tous les PTF n'a cependant pas fonctionné. Accessoirement le FODEFI a apporté une bonne visibilité de la FAFA AD	OPA PTF CARDER Communes

Enseignements tirés	Public cible
Le processus de sélection fondé sur la demande ne garantit pas une contribution réelle aux priorités de développement des filières. Nécessité de mieux cibler les zones, maillons et activités éligibles au FODEFI. Et un meilleur ciblage des bénéficiaires de MIP est un facteur de réussite des micro-projets ;	OPA Communes
La diversité/hétérogénéité des projets a rendu difficile le suivi du processus (coût administratif trop élevé) ;	UFR
Les marges dégagées sur les services payants ne couvrent pas encore les charges engagées (volumes relativement faibles). Il est important de procéder à une analyse économique (plan d'affaires) et la partager avant la mise en place de services ;	OPA PSNF
<b>Par rapport au résultat 3 : Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation</b>	
Le renforcement des capacités du CARDER à assumer pleinement son rôle/mandat dépend dans une large mesure de l'acceptation des PTF à « jouer le jeu ». C'est-à-dire aller au-delà de déclarations d'intention pour construire une relation de travail dans un souci de transparence, de facilitation d'accès à l'information des projets et d'engagement à renforcer le rôle régalien du CARDER;	PTF
La recherche de complémentarité et de synergie entre PTF dépend plus des interlocuteurs que des fonctions qu'ils occupent	PTF CARDER
<b>Par rapport aux aspects transversaux (genre et environnement) :</b>	
La promotion du genre ne se limite pas à augmenter le nombre de femmes au sein des structures et organes de décisions. Il faut veiller (si nécessaire) à développer des actions et/ou avoir une attitude pour qu'elles renforcent leur confiance en elles et les encourager/faciliter leur participation aux débats. A cet effet, il est important de faire preuve d'empathie ;	Tous
La présence d'un point focal pour les thématiques transversales ne doit pas déresponsabiliser les autres membres de l'intervention. Il faut « cultiver » le réflexe de la prise en compte de ces thématiques tout au long de l'intervention et notamment en faire un focus au moment des planifications ;	Tous
<b>Par rapport aux aspects horizontaux/gestion :</b>	
Il faut veiller à ne pas perdre le sens de notre intervention centré sur le Développement en ayant des procédures adaptées et réfléchies facilitant (tant que peut se faire) la mise en œuvre des activités ;	UAC
L'atteinte de l'outcome résulte de la combinaison d'un ensemble d'output se renforçant les uns les autres et par voie de conséquence reflétant un « travail d'équipe » où les outputs et l'atteinte de l'outcome sont partagés. A cet effet, il faut renforcer les échanges entre les différents membres de l'intervention et veiller à éviter leur cloisonnement ;	UAC UFR
L'analyse axée résultat doit être appliquée tout au long de l'intervention et ne pas se limiter entre autre au moment du rapportage. Il faut essayer de multiplier les occasions de discussions et d'échanges entre tous les membres du programme pour partager cette analyse ;	UFR



## 4.2 Recommandations

Partant des enseignements retirés tout au long de la mise en œuvre du projet FAFA, les recommandations suivantes sont adressées au nouveau programme agriculture PROFI.

N°	Principales recommandations	Acteur responsable	Date limite
1	Veiller à une appropriation du DTF PROFI par l'ensemble des acteurs (cadre technique et partenaires) ;	Tous	Q1 2016
2	Relecture du cadre logique du PROFI afin de le mettre en adéquation avec les moyens financiers prévus ;	Equipe technique	Q1 2016
3	Revisiter la matrice des indicateurs suivi-évaluation du DTF PROFI et adaptation en lien avec le volet institutionnel ;	Equipe technique dont ATN S/E ; groupe de travail SE	Q2 2016
4	Poursuivre le renforcement des partenaires OPA notamment sur les aspects développement de l'esprit coopératif	Equipe technique	Q1 2016
5	Mettre le focus dans le cadre du PROFI sur le développement des cadres de concertation multi acteurs (table filière, interprofession)	Equipe technique	
6	Renforcer les capacités du CARDER pour lui permettre de mieux jouer son rôle de coordination des actions de promotion des filières	UFAI	
7	Développer les synergies au sein du programme agriculture (PROFI) de la CTB	UAC	
8	Mise en place et harmonisation des outils de gestion et de procédures adaptées pour le PROFI	UAC	Q1 2016
9	Plaidoyer auprès du MAEP sur la question de subvention de l'Etat sur les semences	UAC	Q2 2016

## PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

### 1 Suivi des décisions prises par la SMCL

N°						Suivi	
	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Date limite	Etat d'avancement	Statut
6	Mettre un accent particulier sur la durabilité des appuis	24/07/2013	smcl		En continue	Elaboration des plans d'affaires réalisés pour URCP; Prévus pour l'URCPA et URCoopMa;	ONGOING
11	Intensifier les échanges stratégiques afin d'élaborer une vision claire par rapport à l'institutionnalisation du mini-laboratoire de Natitingou	27/02/2014	smcl	UFR + CARDER+ MAEP	Q1_2016	Echanges avec MAEP/CARDER sur le statut du mini-laboratoire en cours;	ONGOING
14	Pour les futurs partenariats à envisager avec les OPA/ONG, faire une analyse objective par rapport aux appuis précédents du programme à ces acteurs, par rapport aux procédures de contractualisation à respecter et sur l'évolution du contexte régissant les OPA au Bénin	27/02/2014	smcl	UFR	Q2_2015	Développement de stratégie opérationnelle réalisé	CLOSED
16	Capitaliser sur les expériences et les leçons apprises de la gestion des MiP (et spécifiquement celles du comité de recouvrement) dans le processus d'apprentissage dans le cadre des futures interventions d'appui aux privés et dans le cadre de la mise en place du FNDA	27/02/2014	smcl	UFR + UFAI + MAEP	En continue	Note sur processus à suivre pour les MiP à problème élaboré; expériences prises en compte dans les guichets FNDA;	CLOSED

N°						Suivi	
	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Date limite	Etat d'avancement	Statut
19	Adresser une lettre à la CCIB pour le remboursement des fonds versés dans le compte de l'institution dans le cadre de l'accord avec UFR AD	18/07/2014	smcl	UFR AD	Q2_2015	Le bilan financier de l'accord est fait. La lettre demandant le reversement du reliquat est adressée au siège de l'institution à Cotonou et le reliquat de l'accord reversé	CLOSED
21	Attribuer et assurer la mise en œuvre des derniers financements des MIP et PEA (sur CS FAIA et FAFA AD)	26/02/2015	smcl	UFR	Q2_2015	La dernière session du comité d'approbation régional s'est tenue en mars 2015 et les contrats PEA sont en cours de finalisation	CLOSED
22	Capitaliser les différentes expériences, outils, approches, (MIP, IC, ventes groupées, ...) ... en vue d'une large diffusion et utilisation par tous les acteurs des filières et en préparation du volet opérationnel du programme agriculture	26/02/2015	smcl	UFR + UAC	Q4_2015	Les notes sur la vente groupée du riz, de l'anacarde et les dépôts intrants sont finalisées. Celles des MIP et IC sont en cours.	ONGOING

## 2 Dépenses

Exportez un aperçu des dépenses de FIT

### Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **E2**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	2016	Total	Balance	% Exec
<b>A LES CAPACITÉS ET L'ARTICULATION EFFECTIVE</b>			2.807.496,00	1.056.354,40	726.973,31	529.275,14	448.343,89	29.388,22	2.790.334,96	17.161,04	99%
01		Les organisations de producteurs sont	928.029,00	321.689,41	214.626,93	226.049,62	153.991,72	3.295,73	919.653,41	8.375,59	99%
01		Accompagnement des OP dans leur	COGES 71.462,00	50.440,48	10.833,12	10.188,63	0,00	0,00	71.462,23	-0,23	100%
02		Appui aux OP dans la gestion	COGES 381.854,00	112.517,09	112.483,22	112.496,14	39.243,96	-464,58	376.275,83	5.578,17	99%
03		Appui aux OP dans les services à rendre aux	COGES 164.914,00	29.125,77	24.708,94	44.752,81	66.021,21	-18,29	164.590,43	323,57	100%
04		Appui aux OP dans les services à rendre aux	REGIE 267.165,00	102.462,52	48.844,33	57.834,35	53.150,64	3.938,00	266.229,85	935,15	100%
05		Appui à la prise en compte des aspects	COGES 46.426,00	27.143,55	17.757,32	1.524,74	0,00	0,00	46.425,61	0,39	100%
06		Frais financiers	COGES -3.792,00			-747,04	-4.424,10	-159,40	-5.330,54	1.538,54	141%
02		Les producteurs et les opérateurs	1.501.294,00	620.753,35	312.548,73	252.177,45	286.124,99	26.092,49	1.497.697,00	3.597,00	100%
01		Planification stratégique et mise en place des	REGIE 85.000,00	68.067,70	10.201,96	4.581,86	3.159,05	0,00	86.010,57	-1.010,57	101%
02		Appui aux activités de commercialisation et	COGES 542.759,00	209.282,91	128.236,76	97.282,73	154.765,30	12.972,48	602.520,18	-59.761,18	111%
03		Appui aux activités de commercialisation et	REGIE 144.668,00	72.625,67	28.219,95	18.495,60	23.093,66	2.470,01	144.904,89	-236,89	100%
04		Appui aux activités d'approvisionnements en	COGES 435.723,00	191.798,22	74.751,15	115.545,62	32.064,40	-7.151,93	407.007,46	28.715,54	93%
05		Appui aux activités de transformation	COGES 278.994,00	71.929,03	66.233,86	14.096,18	73.042,57	17.801,93	243.103,58	35.890,42	87%
06		Appui aux activités d'information et mise en	COGES 14.150,00	7.069,82	4.905,05	2.175,45	0,00	0,00	14.150,32	-0,32	100%
03		Les structures déconcentrées CeRPA et	378.173,00	113.911,64	199.797,66	51.048,07	8.227,18	0,00	372.984,55	5.188,45	99%
01		Appui au Cerpa dans ses fonctions de	REGIE 143.446,00	11.037,65	125.182,74	7.226,08	0,00	0,00	143.446,48	-0,48	100%
02		Appui au Cerpa dans ses fonctions de	COGES 124.934,00	32.353,19	63.021,16	28.474,65	-4.048,35	0,00	119.800,65	5.133,35	96%
03		Appui aux RCPA dans leur rôle d'appui-	COGES 10.612,00	10.611,98	0,00	0,00	0,00	0,00	10.611,98	0,02	100%
04		Appui à l'amélioration du fonctionnement du	COGES 69.576,00	42.595,19	13.282,13	1.367,97	14.297,28	0,00	71.542,56	-1.966,56	103%
05		Appui à la mise en oeuvre de la politique	COGES 29.605,00	17.313,63	-1.688,37	13.979,36	-2.021,75	0,00	27.582,88	2.022,12	93%
<b>K RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			0,00					0,00	0,00	0,00	?
		REGIE	3.332.783,00	1.384.847,83	713.942,06	603.854,31	543.058,97	37.364,70	3.283.067,88	49.715,12	99%
		COGEST	2.167.217,00	802.160,85	514.524,33	441.137,24	368.940,53	22.980,21	2.149.743,17	17.473,83	99%
		<b>TOTAL</b>	<b>5.500.000,00</b>	<b>2.187.008,68</b>	<b>1.228.466,39</b>	<b>1.044.991,56</b>	<b>911.999,50</b>	<b>60.344,91</b>	<b>5.432.811,05</b>	<b>67.188,95</b>	<b>99%</b>

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of BEN0902011 Printed on 8/04/2016

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**

Budget Version : **E2**  
Currency : **EUR**

YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses		Balance	% Exec
								2016	Total		
<b>01 Réserve budgétaire</b>			0,00					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>??%</b>
01 Réserve budgétaire Cogestion		COGES	0,00					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>??%</b>
02 Réserve budgétaire Régie		REGIE	0,00					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>??%</b>
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>2.692.504,00</b>	<b>1.130.654,28</b>	<b>501.493,07</b>	<b>515.716,42</b>	<b>463.655,61</b>	<b>30.956,69</b>	<b>2.642.476,09</b>	<b>50.027,91</b>	<b>98%</b>
<b>01 Frais de personnel</b>			<b>1.655.526,00</b>	<b>640.424,62</b>	<b>317.585,70</b>	<b>338.042,57</b>	<b>308.062,39</b>	<b>9.086,94</b>	<b>1.613.202,20</b>	<b>42.323,80</b>	<b>97%</b>
01 Assistance technique internationale		REGIE	1.159.121,00	463.540,50	231.748,70	232.104,60	194.694,46	<b>0,00</b>	1.122.088,26	37.032,74	97%
02 Staff national		REGIE	496.405,00	176.884,12	85.837,00	105.937,97	113.367,93	<b>9.086,94</b>	491.113,94	5.291,06	99%
<b>02 Investissements</b>			<b>232.059,00</b>	<b>230.242,04</b>	<b>794,51</b>	<b>259,93</b>	<b>1.137,45</b>	<b>0,00</b>	<b>232.433,94</b>	<b>-374,94</b>	<b>100%</b>
01 Véhicules		REGIE	149.637,00	149.088,08	548,82			<b>0,00</b>	149.636,90	0,10	100%
02 Equipement bureau		REGIE	40.614,00	39.592,20		259,93	708,52	<b>0,00</b>	40.560,65	53,35	100%
03 Equipement IT		REGIE	24.380,00	24.134,20	245,69		152,45	<b>0,00</b>	24.532,35	-152,35	101%
04 Aménagement bureau		REGIE	17.428,00	17.427,56			276,48	<b>0,00</b>	17.704,04	-276,04	102%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>			<b>678.875,00</b>	<b>239.780,38</b>	<b>148.010,76</b>	<b>160.737,42</b>	<b>130.883,42</b>	<b>1.062,93</b>	<b>680.474,92</b>	<b>-1.599,92</b>	<b>100%</b>
01 Loyer de bureau (+ eau et électricité)		REGIE	9.906,00	6.174,36	767,43	656,67	740,14	<b>0,00</b>	8.338,60	1.567,40	84%
02 Services et frais de maintenance		REGIE	19.732,00	7.975,67	6.188,43	3.278,97	4.752,48	<b>0,00</b>	22.195,54	-2.463,54	112%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	202.375,00	79.750,16	46.611,72	42.206,75	33.220,06	<b>0,00</b>	201.788,69	586,31	100%
04 Frais de fonctionnement Moto		REGIE	9.270,00	4.007,96	1.829,39	1.834,72	2.561,14	<b>0,00</b>	10.233,21	-963,21	110%
05 Télécommunications		REGIE	16.152,00	5.857,00	3.421,81	3.388,66	4.750,63	<b>339,13</b>	17.757,23	-1.605,23	110%
06 Abonnement internet		REGIE	12.481,00	7.790,35	1.855,30	1.189,86	1.578,69	<b>0,00</b>	12.414,21	66,79	99%
07 Fournitures de bureau		REGIE	29.778,00	16.454,05	7.270,60	2.842,72	5.672,48	<b>0,00</b>	32.239,85	-2.461,85	108%
08 Missions (7 jours/personne* 4 personnes *50		REGIE	129.071,00	44.097,83	31.071,17	32.441,75	18.345,91	<b>0,00</b>	125.956,66	3.114,34	98%
09 Missions chauffeurs (16j/personnes * 5 pers *		REGIE	66.346,00	24.661,19	13.885,29	16.112,34	13.591,59	<b>0,00</b>	68.250,41	-1.904,41	103%
		REGIE	3.332.783,00	1.384.847,83	713.942,06	603.854,31	543.058,97	<b>37.364,70</b>	3.283.067,88	49.715,12	99%
		COGEST	2.167.217,00	802.160,85	514.524,33	441.137,24	368.940,53	<b>22.980,21</b>	2.149.743,17	17.473,83	99%
		<b>TOTAL</b>	<b>5.500.000,00</b>	<b>2.187.008,68</b>	<b>1.228.466,39</b>	<b>1.044.991,56</b>	<b>911.999,50</b>	<b>60.344,91</b>	<b>5.432.811,05</b>	<b>67.188,95</b>	<b>99%</b>



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of BEN0902011 Printed on 8/04/2016

page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of BEN0902011

Project Title : **Facilité d'appui aux filières agricoles dans les départements de l'Atacora et de la Donga**  
 Budget Version : **E2**  
 Currency : **EUR**  
 YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2012	2013	2014	2015	Expenses		Total	Balance	% Exec
								2016				
10 Frais de représentation et de communication		REGIE	40.966,00	9.127,52	11.027,51	12.895,01	3.357,76	0,00		36.407,79	4.558,21	89%
11 Formation (participation séminaire +		REGIE	22.747,00	13.206,11	2.108,18	2.407,73	5.025,04	0,00		22.747,06	-0,06	100%
12 Frais de consultance		REGIE	94.354,00	15.109,14	16.134,56	34.341,18	31.764,11	597,66		97.946,65	-3.592,65	104%
13 Frais financiers		REGIE	-4.711,00	-1.588,16	-696,62	-1.750,69	-1.041,88	-129,97		-5.207,33	496,33	111%
14 Frais TVA		REGIE	0,00					0,00		0,00	0,00	?
15 Autres frais de fonctionnement		REGIE	25.212,00	7.784,65	5.683,03	6.759,77	4.520,92	256,11		25.004,48	207,52	99%
16 AT Junior		REGIE	5.196,00	-627,42	852,95	2.132,00	2.044,34	0,00		4.401,87	794,13	85%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>			<b>126.044,00</b>	<b>20.207,24</b>	<b>35.102,11</b>	<b>16.674,54</b>	<b>23.570,86</b>	<b>20.806,82</b>		<b>116.361,57</b>	<b>9.682,43</b>	<b>92%</b>
01 Evaluation		REGIE	50.605,00		25.047,00	68,60		20.806,82		45.922,42	4.682,58	91%
02 Suivi (EST)		REGIE	17.439,00	1.453,40	6.854,33	9.130,97		0,00		17.438,70	0,30	100%
03 Audit		REGIE	16.371,00	11.107,00		5.264,00		0,00		16.371,00	0,00	100%
04 Ligne de base et étude d'impact		REGIE	41.629,00	7.646,84	3.200,78	2.210,97	23.570,86	0,00		36.629,45	4.999,55	88%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00		1,96	1,50	0,00		3,46	-3,46	?
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00		1,96	1,50	0,00		3,46	-3,46	?
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00					0,00		0,00	0,00	?
		REGIE	3.332.783,00	1.384.847,83	713.942,06	603.854,31	543.058,97	37.364,70		3.283.067,88	49.715,12	99%
		COGEST	2.167.217,00	802.160,85	514.524,33	441.137,24	368.940,53	22.980,21		2.149.743,17	17.473,83	99%
		<b>TOTAL</b>	<b>5.500.000,00</b>	<b>2.187.008,68</b>	<b>1.228.466,39</b>	<b>1.044.991,56</b>	<b>911.999,50</b>	<b>60.344,91</b>		<b>5.432.811,05</b>	<b>67.188,95</b>	<b>99%</b>

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of BEN0902011 Printed on 8/04/2016

page: 3

### 3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé (Euro)	Dépenses réelles cumulées (Euro)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
<b>Contribution directe belge</b>	5 500 000	5 432 811,05	99%	
<b>Contribution du pays partenaire</b>	686.020 (crédit alloué sur la durée du projet)	401.565	59%	Un budget de 182.552 € était prévu dans le DTF
<b>Autre source</b>				

## 4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :		Néant
2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :		
2.1 <b>DOSSA Olivier</b> , ( <i>Administrateur Gestionnaire</i> )	H	01/06/2013 – 31/12/2015
2.2 <b>BONI James Edikou</b> , ( <i>Assistant Technique en Suivi-Evaluation</i> )	H	01/03/2013 – 31/12/2015
2.3 <b>EMONGOU Honorat</b> , ( <i>Assistant Technique en appui aux OPA</i> )	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.4 <b>QUENUM Romuald</b> , ( <i>Assistant Technique en appui aux OPA</i> )	H	01/10/2010 – 31/11/2014
2.5 <b>HOUANDJI Agossou</b> , ( <i>Assistant Technique en Suivi-Evaluation</i> )	H	01/04/2011 – 05/12/2012
2.6 <b>CHABI Janvier</b> , ( <i>Administrateur Gestionnaire</i> )	H	01/10/2010 – 16/05/2013
2.7 <b>ADIDEHOU Antoine</b> , ( <i>Assistant Technique en appui aux OPA</i> )	H	24/11/2014 – 31/12/2015
2.8 <b>HOUNTONDI Théodore</b> , ( <i>Assistant Technique en Commercialisation</i> )	H	31/05/2011 – 31/12/2015
2.9 <b>ADIMI Nicaise</b> , ( <i>Assistant Administrateur Gestionnaire</i> )	H	07/07/2014 – 31/12/2015
2.10 <b>KPAKPO Aspasia</b> , ( <i>Secrétaire Caissière</i> )	F	01/10/2010 – 31/12/2015
2.11 <b>MEHEDE Gaétan</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.12 <b>DAKOU Justin</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/04/2011 – 31/12/2015
2.13 <b>AHANHANZO GLELE Flavien</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/04/2011 – 31/12/2015
2.14 <b>M'PO Jérôme</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/08/2012 – 31/12/2015
2.15 <b>ASSOGBA Abel</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/10/2010 – 31/12/2015



Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
2.16 <b>ISSIAKA Abdoulaye</b> , ( <i>Conducteur de Véhicule Administratif</i> )	H	01/10/2010 – 01 <sup>er</sup> /06/2015
2.17 <b>SAGUI Thomas</b> , (Gardien)	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.18 <b>YEROPA Victor</b> , (Gardien)	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.19 <b>SINAKOUAROU Penriyo</b> , (Gardien)	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.20 <b>SENI Nounou Deen</b> , (Gardien)	H	01/10/2010 – 31/12/2015
2.21 <b>TAMOUTE Sotima</b> , (Agent d'entretien)	H	01/10/2010 – 31/12/2015
3. Personnel de formation, recruté localement :		Néant
4. Personnel international (hors CTB) :		Néant
5. Experts internationaux (CTB) :		
5.1 <b>VAN NIEUWENHUYSEN Géry</b> (ATI, Co-Responsable)	H	01/07/2015 – 31/12/2015
5.2 <b>DIENG Amadou</b> , ( <i>Assistant Technique International Renforcement Capacités OPA</i> )	H	19/03/2011 – 31/12/2015
5.3 <b>BAAS Wilma</b> , ( <i>Assistant Technique International Filières, Responsable</i> )	F	08/11/2010 – 30/09/2014

## 5 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode Exéc.	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement
GT244_245_246 du 26/11/2010	Trois véhicules Land Cruizer Prado		biens	61 314 925	93 474,00 €	régie	TOYOTA	Contrat cadre siège	Marché clôturé
GT205_206 du 08/11/2010	Deux véhicules LHD HILUX DOUBLE CABINE		biens	32 680 447	49 821,02 €	régie	TOYOTA	Contrat cadre siège	Marché clôturé
GT 441 du 28/02/2011	Equipements de bureau ( bureau avec caisson et retour)		biens	3 040 000	4 634,45 €	régie	Ets BELYSE	PNSP	Marché clôturé
GT 518 du 14/03/2011	Equipements de bureau (fauteuil de direction et visiteur)		biens	4 104 400	6 257,12 €	régie	BGST	PNSP	Marché clôturé
GT 1131 du 18/07/2011	Equipements de bureau (Armoire de rangement et fauteuil visiteur)		biens	2 241 200	3 416,69 €	régie	BGST	PNSP	Marché clôturé
GT 09 du 05/11/2010	Equipements de bureau (ordinateur, imprimante, copieur, vidéo projecteur)		biens	8 770 000	13 369,78 €	régie	BGST	PNSP	Marché clôturé
GT 519 du 15/03/2011	Equipements de bureau (ordinateur, imprimante, copieur, vidéo projecteur,,r)		biens	6 548 000	9 982,36 €	régie	BGST	PNSP	Marché clôturé
GT 520 du 15/03/2011	Equipements de bureau ( Fourniture et installation climatiseur)		biens	3 480 000	5 305,23 €	régie	FRANCO Services	PNSP	Marché clôturé
GT 689 du 28/04/2011	Travaux d'aménagement des bureaux de la FAFA AD et des locaux abritant les sièges des OP		biens	8 840 877	13 477,83 €	régie	Entreprise NONSINA BTP	PNSP	Marché clôturé
GT 944 du 24/06/2011	Travaux de réalisation d'un socle et d'un abris métallique pour groupe électrogène		biens	1 768 150	2 695,53 €	régie	Entreprise NONSINA BTP	PNSP	Marché clôturé
GT737 du 24/05/2011	Quatre Moto YAMAHA	Pour les AT détachés	biens	3 800 000	5 793,06 €	régie	ETS ALADJESAT	PNSP	Marché clôturé
GT1038 du 24/06/2011	Fourniture et installation de groupe électrogène		biens	8 862 024	13 510,07 €	régie	BENIN EQUIPEMENT	PNSP	Marché clôturé
GT4659 du 17/08/2012	Equipent DRC Consommables	Botte, gants, combinaison, lunettes	biens	4 830 264	7 363,69 €	régie	RAMPART	PNSP	Marché clôturé
DDC N°01A/2012	Equipements de	Batteuse,	biens	2 850 000	4 344,80 €	cogestion	S2ID	DDC	Marché clôturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Breve description marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode Exéc.	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement
	transformation de riz LOT1	vanneuse motorisé							
DDC_N°01C/2012	Equipements de transformation de riz LOT3	Vanneuse épierreuse	biens	6 720 000	10 244,57 €	cogestion	AFAS	DDC	Marché clôturé
DDC_N°01D/2012	Equipements de transformation de riz LOT4	Bâches pour séchage du riz	biens	8 640 000	13 171,60 €	cogestion	AFAS	DDC	Marché clôturé
BEN294	Construction du laboratoire de la direction de la réglementation et du contrôle de CERPA AD		travaux	36 784 155	56 077,08 €	régie	SAGGIT	PNSP avec CSC	Marché clôturé
DDCN°1_2013	Equipements agricoles	Charrues	biens	2 720 000	4 146,61 €	cogestion	COBEMAG	DDC	Marché clôturé
DDCN°2_2013	Equipements agricoles	Décortiqueuse	biens	6 620 000	10 092,1 €	cogestion	LE SAGE	DDC	Marché clôturé
DDCN°3_2013	Equipements agricoles	Motopompes Honda	biens	9 600 000	14 635,11€	cogestion	KING COMMUNICATION	DDC	Marché clôturé
DDCN°4_2013	Equipements agricoles	Motopompes ROBIN	biens	3 060 000	4 664,94 €	cogestion	KING COMMUNICATION	DDC	Marché clôturé
X/2013/FAFA AD/CTB	Achat du matériel complémentaire DRC-CARDER		biens	4 740 000	7 226,08 €	régie	Entreprise BGST	PNSP	Marché clôturé
XX/2013/CTB-FAFA AD	Construction magasin de stockage	Pour stockage produit agricole à Kolokondé	travaux	6 122 000	9 332,93 €	cogestion	ETNOC	DDC	Marché clôturé
01/2014/CTB-FAFA AD	Acquisition matériel et équipements agricole / CRA juin 2013	batteuse vaneuse, bâche, charrue	biens	9 155 000	13 956,71€	cogestion	ALADJASAT6-COM	DDC	Marché clôturé
02/2014/CTB-FAFA AD	Construction d'un Bassin	à Copargo	travaux	1 224 000	1 865,98 €	cogestion	NGB	DDC	Marché annulé
06/2014/CTB-FAFA AD	Construction Cloture grillagée sur deux Ha et d'un système d'irrigation par aspersion sur 1/2ha	à Kounadorgou (Natitingou)	travaux	9 820 840	14 971,77€	cogestion	OBB	DDC	Marché clôturé
07/2014/CTB-FAFA AD	Fourniture de 08 tricycles et 32 Bascules et 20 Motopompes au profit des MIP (lot1)		biens	8 500 000	12 958,17€	cogestion	OBOREA BTP	DDC	Marché clôturé
07/2014/CTB-FAFA AD	Fourniture de 08 tricycles et 32 Bascules et 20 Motopompes au profit des MIP (lot2)		biens	9 770 000	14 894,27€	cogestion	ALADJASAT6-COM	DDC	Marché clôturé
11/2014/CTB-FAFA AD	Audit financier de l'Union Régionale des Coopératives des Producteurs de maraichers (URCoopMA) et		services	5 900 000	8 994,49 €	cogestion	SYNEX CONSULTING	DDC	Marché clôturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode Exéc.	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement
	Union Régionale des Coopératives des Producteurs de Riz (URCPR) de l'Atacora-Donga								
12/2014/CTB-FAFA AD	Acquisition de logiciel comptable au profit des Unions URCoopMA. URCPR ; URCPA de l'Atacora-Donga		biens	9 750 000	14 863,78€	cogestion	FIDEXI CONSEIL	DDC	Marché clôturé
13/2014/CTB-FAFA AD	Fourniture de 04 décortiqueuses et 30 bâches au profit des MIP dans l'AD		biens	17 150 000	26 145,01€	cogestion	ALADJASAT6-COM	DDC	Marché clôturé
35/2013/CTB-FAFA AD	Recrutement de spécialistes pour le suivi en gestion administrative, comptable et financière des microprojets financés par FAFA		services	12 708 000	19 373,22€	régie	BEBO Paul/SIME YACOUBOU/TAIROU SOULE	PNSP avec CSC	Marché clôturé
BEN344/CTB-FAFA AD	Recrutement prestataire spécialiste en Génie civile	pour contrôle chantier MIP BTP	services	14 570 688	22 212,8€	régie	Mr BANOUWIN Nicolas / Mr QUENUM Narcisse	PNSP avec CSC	Marché clôturé
05/2014/CTB-FAFA AD (lot1)	Construction des magasins de stockage (02 magasins)	Lot 1 : Djopugou Copargo	travaux	9 391 146	14 316,71€	cogestion	NGB	DDC	Marché clôturé
05/2014/CTB-FAFA AD (lot2)	Construction des magasins de stockage (03 magasins)	Lot 2 Natitigou Tctouna ,	travaux	16 939 863	25 824,65€	cogestion	BGST	DDC	Marché clôturé
BEN 356/2014-CTB-FAFA AD	Marché de services pour l'inventaire et géo-référencement des microprojets et infrastructures agricoles réalisées dans les départements de l'Atacora et de la Donga		services	8 993 170	13 710,0 €	régie	AKVO	PNSP avec CSC	Marché clôturé
15/2014/CTB-FAFA AD	Fourniture d'outils pour la maintenance des équipements et matériels agricoles au profit des microprojets (mip) "cema" dans les départements de l'atacora-donga	Microprojet portant sur maintenance des équipements agricoles	biens	5 219 749	7 957,46 €	cogestion	AMAT UNIVERS	DDC	Marché clôturé
xx/2015/CTB-UFR	Téléphone Portable pour		travaux	1 872 000	2 853,85 €	régie	Darty	Consultati	Marché clôturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode Exéc.	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement
AD	formation geo-référencement						electronics	on restreinte	
CPS N°2/2015/UFR-AD/CTB	03 spécialistes pour le suivi en gestion administrative, comptable et financière des microprojets financés par FAFA AD		services	12 590 000	19 193,33€	régie	SIME YACOUBOU/TA IROU/BEBO Paul/ SOULE	PNSP avec CSC	Marché cloturé
01/2015/CTB-UFR AD <b>(lot1 et lot2)</b>	Fourniture d'équipements agricoles (08 bascules, 32 bâches, 2500 sacs de jutes, 03 motopompes, 01 tricycle (lot1), 01 batteuse-vanneuse, et 02 décortiqueuses (lot2), au profit des microprojets (MIP) dans les Départements de l'Atacora-Donga		biens	17 075 000	26 030,6€	cogestion	ALADJESAT	DDC	Marché cloturé
02/2015/CTB-UFR AD <b>(Lot 1)</b>	Fourniture d'équipements de transformation de noix d'anacarde au profit des microprojets (MIP)	Ensemble table et décortiqueuse de noix d'anacarde manuelle, Ensemble chaudière+cuiseur (Fragilisateur de noix) et l'installation dans une unité à Djougou, Four à 24 casiers pour torrification et séchage de noix d'anacarde et l'installation dans une unité à Djougou	biens	8 941 000	13 630,4 €	cogestion	ETS SOCOME	DDC	Marché cloturé
02/2015/CTB-UFR AD <b>(Lot 2)</b>	Fourniture d'équipements de transformation de noix d'anacarde au profit des microprojets (MIP)	Machine thermosoudeuse d'emballage à courant, Balance électronique de 5kg, Scies égoïnes, Tricycle,	biens	4 920 000	7 500,49 €	cogestion	ETS ST ELISABETH	DDC	Marché cloturé

Numéro du marché	Intitulé du marché	Brève description marché	Type de marché	Montant XOF	Montant euros	Mode Exéc.	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement
		Motopompe MM							
06/2015/CTB-UFR AD <b>(Lot 1)</b>	Travaux de construction des infrastructures agricoles au profit des promoteurs des microprojets/FODEFI dans les départements de l'Atacora Donga	Construction Abri décortiqueuse, Aire de séchage, Hangar de collecte et de tri, Mini atelier de transformation de noix d'anacarde	travaux	26 183 291	39 916,1 €	cogestion	OBOREA BTP	DDC	Marché cloturé
06/2015/CTB-UFR AD <b>(Lot 2)</b>	Travaux de construction des infrastructures agricoles au profit des promoteurs des microprojets/FODEFI	Construction Boutique de vente, Hangar de tri et de conditionnement de chou, Magasin de stockage de 60 tonnes, Mini atelier de transformation de riz	travaux	25 729 916	39 225,0 €	cogestion	OGIVE BENIN BATIMENT	DDC	Marché cloturé

## 6 Accords d'exécution

N°	Numéro Accord	Partenaire	Objet de l'Accord d'exécution ou de financement	Budget Global (FCFA)	Contribution facilité (FCFA)	Contribution Partenaire (FCFA)	Statut
1	AE/001/RRELG/2011	RRELG	AE "Appui à la structuration du Réseau Genre et d'information, formation de ses membres"	12 336 000	12 336 000	-	clôturé
2	AE/002/URCPR/2011	URCPR	AE "Appui à la restructuration de l'Union Régionale des Producteurs de Riz de l'AD"	13 520 000	12 965 500	554 500	clôturé
3	AE/003/URCPA/2011	URCPA	AE Appui à la restructuration de l'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde de l'AD"	13 265 000	12 570 000	695 000	clôturé
4	AE/004/URCooPMA/2011	URCooPMA	AE pour la mise en œuvre d'un appui à la restructuration du Réseau des maraîchers de l'Atacora et de la Donga	9 122 000	8 762 000	360 000	clôturé
5	AE/005/URCPA/2011	URCPA	AE pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation et de communication de l'URPA/AD	16 232 500	15 792 500	440 000	clôturé
6	AE/006/URCPR/2011	URCPR	AE pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation et de communication de l'URPR/AD	14 132 500	13 692 500	440 000	clôturé
7	AE/007/URCPR/2011	URCPR	AE "Appui Institutionnel" de l'Union Régionale des Producteurs de Riz de l'Atacora et de la Donga	17 206 000	14 535 000	2 671 000	clôturé
8	AE/008/URCPA/2011	URCPA	AE "Appui Institutionnel" de l'Union Régionale des Producteurs d'Anacarde de l'Atacora et de la Donga	25 066 000	22 392 000	2 674 000	clôturé
9	AE/009/URCooPMA/2011	REMAD	AE "Appui Institutionnel" du Réseau des Maraîchers de l'Atacora et de la Donga	20 623 000	18 161 000	2 462 000	clôturé
10	AE/010/URCooPMA/2011	URCooPMA	AE pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation et de communication du REMAD	11 001 500	10 421 500	580 000	clôturé
11	AE/011/URCPR/2011	URCPR	AE « Information des acteurs, Formation des rédacteurs locaux et appui-conseil des promoteurs de micro-projets » (URPR-AD)	10 477 500	10 075 000	402 500	clôturé
12	AE/012/URCPA/2011	URCPA	AE « Information des acteurs, Formation des rédacteurs locaux et appui-conseil des promoteurs de micro-projets » (URPA-AD)	10 815 000	10 412 500	402 500	clôturé
13	AE/013/URCooPMA/2011	REMAD	AE « Information des acteurs, Formation des rédacteurs locaux et appui-conseil des promoteurs de micro-projets » (URCooPMA)	11 152 500	10 750 000	402 500	clôturé
14	AE/014/CARDER_DPFSA/2011	CARDER_DPFSA	AE " Gestion des Microprojets des Filières Riz, Anacarde et Maraîchage "	12 394 000	12 009 000	385 000	clôturé

N°	Numéro Accord	Partenaire	Objet de l'Accord d'exécution ou de financement	Budget Global (FCFA)	Contribution facilité (FCFA)	Contribution Partenaire (FCFA)	Statut
15	AE/015/COREVA/2012	COREVA	AE " Contribution au Fonds Régional de Vulgarisation Agricole "	15 925 000	15 625 000	300 000	clôturé
16	AE/016/URCPA/2012	URCPA	AE "Appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de commercialisation"	31 233 000	27 379 750	3 853 250	clôturé
17	AE/017/CARDER_SE/2012	CARDER_SE	Accord pour la collecte de données dans le cadre de l'alimentation du système de suivi évaluation du CeRPA	11 042 000	10 146 000	896 000	clôturé
18	AE/018/CARDER_DRC/2012	CARDER_DRC	AE "Renforcement des capacités des agents/producteurs sur le respect des normes et la qualité des intrants/produits agricoles"	20 630 600	19 750 600	880 000	clôturé
19	AE/019/SPEC/2012	SPEC	Amélioration des services offerts par les Opérateurs privés dans un environnement structuré d'appui aux filières.	9 255 000	9 175 000	80 000	clôturé
20	AE/020/IF/2012	IF	Regénération des parcs à Ananarde	16 695 000	16 695 000	-	clôturé
21	AE/021/CCIB/2012	CCIB	Accord d'exécution d'appui aux opérateurs privés actifs dans les filières Riz, Anacarde et maraîchage	13 362 000	12 352 000	1 010 000	clôturé
22	AE/022/URCooPMA/2012	URCooPMA	Accord d'exécution pour l'appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'approvisionnement en intrants	28 385 000	24 646 000	3 739 000	clôturé
23	AE/023/UCCPR_MA/2012	UCCPR_MA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	19 292 000	16 392 000	2 900 000	clôturé
24	AE/024/UCCPR_CO/2012	UCCPR_CO	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	17 785 000	16 385 000	1 400 000	clôturé
25	AE/025/UCCPR_DJ/2012	UCCPR_DJ	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	16 278 000	15 278 000	1 000 000	clôturé
26	AE/026/UCCPR_KO/2012	UCCPR_KO	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	15 608 000	14 808 000	800 000	clôturé
27	AE/027/CARDER_DFAOP/2012	CARDER_DFAOP	Appui à l'immatriculation des OPA (Coopératives) de producteurs de Riz, Anacarde et Maraîchage	26 743 736	24 583 678	2 160 058	clôturé
28	AE/028/URCPA/2012	<b>URCPA</b>	Appui à la certification biologique des plantations de noix de cajou de Kouandé	17 826 188	16 116 588	1 709 600	clôturé
29	AE/029/LD/2012	LD	AE GEL (Services Non financiers aux promoteurs de microprojet)	14 141 550	13 271 550	870 000	clôturé
30	AE/030/URCPA/2013	<b>URCPA</b>	AE "Stratégie de commercialisation" Deuxième Génération	8 932 500	8 082 500	850 000	clôturé
31	AE/031/URCPA/2013	URCPA	AE "Renforcement des capacités de coordination et de gestion de l'URCPA	23 128 800	16 310 800	6 818 000	clôturé
32	AE/032/URCooPMA/2013	URCooPMA	AE "Renforcement du dispositif d'appui conseil technique au profit des membres de l'URCooPMA	18 479 000	16 384 000	2 095 000	clôturé



N°	Numéro Accord	Partenaire	Objet de l'Accord d'exécution ou de financement	Budget Global (FCFA)	Contribution facilité (FCFA)	Contribution Partenaire (FCFA)	Statut
33	AE/033/URCooPMA/2013	URCooPMA	AE "Renforcement des capacités de coordination et de gestion de l'URCooPMA	19 343 600	16 382 600	2 961 000	clôturé
34	AE/034/INRAB/2013	INRAB	AE "Elaboration des référentiels Technico économiques pour les filières Riz et Maraîchage	10 646 000	9 686 000	960 000	clôturé
35	AE/035/CARDER_DPFSA/2013	CARDER_DPFSA	AE " Gestion des Microprojets des Filières Riz, Anacarde et Maraîchage 2013 "	14 906 625	13 776 625	1 130 000	clôturé
36	AE/036/URCPR/2013	URCPR	AE "Appui à la mise en œuvre du plan de communication de l'URCPR/AD	13 144 000	11 658 000	1 486 000	clôturé
37	AE/037/URCPR/2013	URCPR	AE "Renforcement du dispositif d'appui conseil technique au profit des membres de l'URCPR/AD	18 329 000	15 855 000	2 474 000	clôturé
38	AE/038/URCPR/2013	URCPR	AE "Renforcement des capacités de coordination et de gestion de l'URCPR	19 935 000	15 665 000	4 270 000	clôturé
39	AE/039/URCooPMA/2013	URCooPMA	AE "Appui à la mise en œuvre du plan de communication de l'URCooPMA/AD	16 313 500	15 058 500	1 255 000	clôturé
40	AE/040/URCPA/2013	URCPA	AE "Renforcement du dispositif d'appui conseil technique au profit des membres de l'URCPA/AD	17 123 000	16 393 000	730 000	clôturé
41	AE/041/COREVA/2013	COREVA	AE "Abondement Fonds Régional de Vulgarisation Agricole"	10 455 625	10 155 625	300 000	clôturé
42	AE/042/URCooPMA/2013	URCooPMA	AE "Mise en œuvre d'un service Eau auprès des membres de l'URCooPMA/AD"	17 677 000	16 240 000	1 437 000	clôturé
43	AE/043/CARDER_DRC/2013	CARDER_DRC	AE "Renforcement des capacités des agents et producteurs sur le respect des normes et la qualité des intrants et produits agricoles"	14 171 000	12 761 000	1 410 000	clôturé
44	AE/044/RRELG/2013	RRELG	AE pour la mise en œuvre des activités d'appui à la structuration du Réseau Genre et d'information, formation de ses membres	13 475 000	12 155 000	1 320 000	clôturé
45	AE/045/URCPA/2013	URCPA	AE "Appui à la mise en place d'un service Entretien des Plantations au profit des membres de l'URCPA/AD	17 536 000	16 060 000	1 476 000	clôturé
46	AE/046/URCooPMA/2013	URCooPMA	AE "Appui à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie d'approvisionnement en intrants (2ème générateur)	8 579 000	7 557 000	1 022 000	clôturé
47	AE/047/UCCPR_TA/2013	UCCPR_TA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	15 437 500	14 437 500	1 000 000	clôturé
48	AE/048/UCCPR_BA/2013	UCCPR_BA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	16 527 500	15 027 500	1 500 000	clôturé
49	AE/049/UCCPR_KE/2013	UCCPR_KE	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	14 582 500	13 782 500	800 000	clôturé
50	AE/050/URCPA/2013	URCPA	AE "Appui à la mise en œuvre d'un plan de communication au profit des membres de l'URCPA/AD	17 847 500	15 942 500	1 905 000	clôturé

N°	Numéro Accord	Partenaire	Objet de l'Accord d'exécution ou de financement	Budget Global (FCFA)	Contribution facilité (FCFA)	Contribution Partenaire (FCFA)	Statut
51	AE/051/UCCPR_MA/2013	UCCPR_MA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	7 033 300	6 584 300	449 000	clôturé
52	AE/052/UCCPR_CO/2013	UCCPR_CO	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	6 845 500	6 368 500	477 000	clôturé
53	AE/053/UCCPR_DJ/2013	UCCPR_DJ	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	7 301 600	6 886 600	415 000	clôturé
54	AE/054/CARDER_DFAOP/2014	CARDER_DFAOP	Appui à la structuration du maillon transformation dans la filière riz	13 145 800	11 752 600	1 393 200	clôturé
55	AE/055/URCPA/2014	URCPA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation de la noix cajou	18 524 500	16 058 500	2 466 000	clôturé
56	AE/056/UCCooPMA_PE/2014	UCCooPMA_PE	Appui à la mise en place d'un système de collecte, stockage et commercialisation de l'oignon et de la pomme de terre	5 223 500	4 617 000	606 500	clôturé
57	AE/057/URCooPMA/2014	URCooPMA	AE "Renforcement des capacités de gestion et de coordination de l'URCooPMA"	22 424 086	15 617 661	6 806 425	clôturé
58	AE/058/URCooPMA/2014	URCooPMA	AE "Renforcement du dispositif d'appui conseil technique au profit des membres de l'URCooPMA"	17 046 216	16 066 216	980 000	clôturé
59	AE/059/URCPA/2014	URCPA	AE "Renforcement du dispositif d'appui conseil technique au profit des membres de l'URCPA"	16 275 000	15 420 000	855 000	clôturé
60	AE/060/CARDER_DFAOP/2014	CARDER_DFAOP	Appui à l'immatriculation des OPA (Coopératives) de producteurs de Riz, Anacarde et Maraîchage N° 2	13 145 800	11 752 600	1 393 200	clôturé
61	AE/061/URCPA/2014	URCPA	AE "Renforcement des capacités de gestion et de coordination de l'URCPA"	21 916 750	15 973 750	5 943 000	clôturé
62	AE/062/URCPR/2014	URCPR	Appui à la mise en place d'un système de production et commercialisation de semences certifiées de riz	13 578 000	12 660 000	918 000	clôturé
63	AE/063/URCPA/2014	URCPA	Appui à la certification biologique des plantations de noix de cajou de Kouandé	17 615 900	16 153 400	1 462 500	clôturé
64	AE/064/DDPD/2014	DDPD	Opérationnalisation du système de suivi évaluation des plans de développement communal	13 497 800	12 901 000	596 800	clôturé
65	AE/065/UCCooPMA_Ou/	UCCooPMA_Ou	Appui à la mise en place d'un système de collecte, stockage et commercialisation du piment	11 209 500	10 509 000	700 500	clôturé
66	AE/066/UCCooPMA_Dj/2014	UCCooPMA_Dj	Appui à la mise en place d'un système de collecte, stockage et commercialisation du chou	12 420 500	11 663 000	757 500	clôturé
67	AE/067/UCCPR_KO	UCCPR_KO	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	12 188 800	11 338 800	850 000	clôturé
68	AF/068/URCooPMA/2015	URCooPMA	Appui à la mise en place de champs d'apprentissage maraîcher (CAM) au profit des coopératives et unions de coopératives	8 770 000	7 330 000	1 440 000	clôturé

N°	Numéro Accord	Partenaire	Objet de l'Accord d'exécution ou de financement	Budget Global (FCFA)	Contribution facilité (FCFA)	Contribution Partenaire (FCFA)	Statut
			membres				
69	AF/069/URCPA/2015	URCPA	AF Renforcement des capacités de gestion de l'URCPA	12 472 250	9 488 750	2 983 500	clôturé
70	AF/070/URCooPMA/2015	URCooPMA	AF Renforcement des capacités de gestion de l'URCooPMA	14 908 000	12 597 500	2 310 500	clôturé
71	AF/071/URCPR/2015	URCPR	AF Renforcement des capacités de gestion de l'URCPR	11 565 500	8 706 000	2 859 500	clôturé
72	AF/072/URCPA/2015	URCPA	Appui au renforcement des capacités techniques des femmes transformatrices de noix d'anacarde membre de l'URCPA	13 179 500	11 427 500	1 752 000	clôturé
73	AF/073/URCPA/2015	URCPA	Appui à la mise en œuvre du service "Entretien des plantations d'Anacardier"	13 786 500	11 487 500	2 299 000	clôturé
74	AF/074/URCooPMA/2015	URCooPMA	AF "Mise en œuvre plan communication et de formation de l'URCooPMA"	9 807 000	8 335 000	1 472 000	clôturé
75	AF/075/UCCPR/2015	UCCPR_MA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	10 860 500	10 160 500	700 000	clôturé
76	AF/076/UCCPR/2015	UCCPR_TA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	9 960 500	9 260 500	700 000	clôturé
77	AF/077/UCCPR/2015	UCCPR_CO	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	9 960 500	9 260 500	700 000	clôturé
78	AF/078/UCCPR/2015	UCCPR_KE	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	9 960 500	9 260 500	700 000	clôturé
79	AF/079/UCCPR/2015	UCCPR_DJ	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	9 960 500	9 260 500	700 000	clôturé
80	AF/080/UCCPR/2015	UCCPR_BA	Appui à la mise en place d'un système de collecte et commercialisation du Riz Paddy	9 960 500	9 260 500	700 000	clôturé
81	AF/081/URCPA/2015	URCPA	AF Stratégie de commercialisation des noix d'anacarde	10 226 000	8 547 000	1 679 000	clôturé

## 7 Equipements

### 7.1 Equipements acquis sur régie

N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
1	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
2	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères
3	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
4	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
5	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
6	Ordinateur portable		650 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
7	Imprimante Laser blanc noir		375 000		05-nov-10	Vendre aux enchères
8	Imprimante Laser blanc noir		375 000		05-nov-10	Transférer à PROFI
9	Régulateur de tension		85 000		05-nov-10	Affecter aux partenaires
10	Régulateur de tension		85 000		05-nov-10	Affecter aux partenaires
11	Onduleur 5000VA		120 000		05-nov-10	Déclasser
12	Ordinateur fixe écran plat		570 000		05-nov-10	Transférer à PROFI
13	Vidéo projecteur SANYO		660 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
14	Copieur CANON		2 600 000		05-nov-10	Vendre aux enchères et remplacer
15	Véhicule 4 X 4 double cabine 14 IT 66 RB		16 340 545		08-nov-10	Transférer à PROFI
16	Véhicule 4 X 4 double cabine 14 IT 68 RB		16 340 545		08-nov-10	Transférer à PROFI
17	Véhicule 4x4 PRADO IPR 2973 RB		20 438 308		26-nov-10	Transférer à PROFI

N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
18	Véhicule 4x4 PRADO IPR 2972 RB		20 438 308		26-nov-10	Transférer à PROFI
19	Véhicule 4x4 PRADO IPR 2974 RB		20 438 308		26-nov-10	Transférer à PROFI
20	Régulateur tension/5000VA		85 000		30-juin-11	Déclasser
21	Groupe électrogène		8 862 024		15-juin-11	Transférer à PROFI
22	Bureau directeur avec retour et caisson		395 000		13-juil-11	Transférer à PROFI
23	Bureau directeur avec retour et caisson		395 000		13-juil-11	Transférer à PROFI
24	Bureau directeur avec retour et caisson		395 000		13-juil-11	Transférer à PROFI
25	Fontaine d'eau		98 570		18-juil-11	Vendre aux enchères
26	Climatiseur split 2 CV		495 000		28-juin-11	Transférer à PROFI
27	Brasseur plafonnier		40 000		28-juin-11	Transférer à PROFI
28	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		18-juil-11	Transférer à PROFI
29	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		18-juil-11	Transférer à PROFI
30	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		18-juil-11	Transférer à PROFI
31	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		18-juil-11	Transférer à PROFI
32	Fauteuil directeur		278 000		18-juil-11	Vendre aux enchères et remplacer
33	Fauteuil directeur		278 000		18-juil-11	Vendre aux enchères et remplacer
34	Fauteuil directeur		278 000		18-juil-11	Vendre aux enchères et remplacer
35	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI
36	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI
37	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI
38	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI
39	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI

N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
40	Fauteuil visiteurs		50 000		14-févr-11	Transférer à PROFI
41	Tableau de conférence		47 500		01-juil-11	Transférer à PROFI
42	Tableau de conférence		47 500		01-juil-11	Transférer à PROFI
43	Tableau de conférence		47 500		01-juil-11	Transférer à PROFI
44	Tableau de conférence		47 500		01-juil-11	Transférer à PROFI
45	Tableau de conférence		47 500		01-juil-11	Transférer à PROFI
46	Fontaine d'eau		98 570		09-août-11	Transférer à PROFI
47	Fontaine d'eau		98 570		09-août-11	Affecter aux partenaires
48	Ventilateur debout		46 500		23-août-11	Transférer à PROFI
49	Ventilateur debout		46 500		23-août-11	Transférer à PROFI
50	Ventilateur debout		46 500		23-août-11	Vendre aux enchères
51	Ventilateur debout		46 500		23-août-11	Affecter aux partenaires
52	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
53	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
54	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
55	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
56	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
57	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
58	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
59	Bureau directeur avec retour et caisson		380 000		28-févr-11	Transférer à PROFI
60	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		14-mars-11	Transférer à PROFI
61	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		14-mars-11	Transférer à PROFI
62	Armoire de rangement semi vitrée		276 800		14-mars-11	Transférer à PROFI

N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
63	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
64	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
65	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
66	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
67	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
68	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
69	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
70	Fauteuil directeur		278 000		14-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
71	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
75	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
76	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
77	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
78	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
79	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
80	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
81	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
82	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
83	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
84	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
85	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
86	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
87	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI

N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
88	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
89	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
90	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
91	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
92	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
93	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
94	Fauteuil visiteurs		50 000		14-mars-11	Transférer à PROFI
95	Ordinateur portable		650 000		15-mars-11	Affecter aux partenaires
96	Ordinateur fixe		570 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
97	Imprimante Laser blanc noir		375 000		15-mars-11	Vendre aux enchères
98	Imprimante Laser blanc noir		375 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
99	Imprimante Laser blanc noir		375 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
100	Imprimante Laser blanc noir		375 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
101	Scanner A4		450 000		15-mars-11	Vendre aux enchères
102	Scanner A4		450 000		15-mars-11	Vendre aux enchères
103	Vidéo projecteur avec sacoche		630 000		15-mars-11	Déclasser
104	Vidéo projecteur avec sacoche		630 000		15-mars-11	Déclasser
105	Copieur		1 310 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
106	Régulateur Century CVR 5000 VA		65 000		15-mars-11	Déclasser
107	Régulateur CVR 5000 VA		65 000		15-mars-11	Déclasser
108	Régulateur CVR 5000 VA		65 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
109	Onduleur600VA		55 000		15-mars-11	Déclasser
110	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI



N°	Type d'équipement	Coût		Date de livraison		Remarques
		<i>budgété</i>	<i>réel</i>	<i>budgété</i>	<i>réel</i>	
111	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
112	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
113	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
114	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
115	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Transférer à PROFI
116	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Affecter aux partenaires
117	Climatiseur split 1,5 CV		435 000		15-mars-11	Affecter aux partenaires
118	Machine à relier		165 000		15-mars-11	Vendre aux enchères et remplacer
119	Clé KANAKOO		45 000		28-mars-11	Transférer à PROFI
120	Clé KANAKOO		45 000		28-mars-11	Transférer à PROFI
121	Clé KANAKOO		45 000		28-mars-11	Transférer à PROFI
122	Système connexion internet		2 337 500		20-avr-11	Transférer à PROFI
123	Régulateur tension		48 000		22-avr-11	Déclasser
124	Moto YAMAHA YBR 125		950 000		24-mai-11	Transférer à PROFI
125	Moto YAMAHA YBR 125		950 000		24-mai-11	Transférer à PROFI
126	Moto YAMAHA YBR 125		950 000		24-mai-11	Transférer à PROFI
127	Moto YAMAHA YBR 125		950 000		24-mai-11	Transférer à PROFI
128	Ecran plat		110 000		22-févr-12	Transférer à PROFI
129	Scanner portable		91 165		29-mars-13	Transférer à PROFI
130	Etagère de rangement		50 000		11-déc-14	Transférer à PROFI
131	Petite table avec étagère de courriers		22 000		11-déc-14	Transférer à PROFI
132	Etagère de bureau		98 500		17-févr-14	Transférer à PROFI
133	Fauteuil directeur		131 356		16-juil-15	Transférer à PROFI

## 7.2 Equipements acquis sur cogestion

N°	Type Infrastructures/Equipement	Nombre	Coût	Remarques
1	Appareil à rivet	2	50 000	Acquisition microprojet
2	Appareil de traitement	2	392 000	Acquisition microprojet
3	Arrosoir	529	2 963 300	Acquisition microprojet
4	Bâche de séchage	112	16 952 000	Acquisition microprojet
5	Balance électroniques	1	40 000	Acquisition microprojet
6	Bascule	208	16 315 800	Acquisition microprojet
7	Batteuse Vanneuse	9	7 745 000	Acquisition microprojet
8	Calibreuse Epierreuse	1	940 000	Acquisition microprojet
9	Ceintreuse de tuyau	1	650 000	Acquisition microprojet
10	Charrette	43	9 620 680	Acquisition microprojet
11	Charrue	37	5 609 490	Acquisition microprojet
12	Claie de séchage	50	1 633 600	Acquisition microprojet
13	Concasseuse	6	2 850 000	Acquisition microprojet
14	Couseuse	4	348 500	Acquisition microprojet
15	Décortiqueuse	7	21 786 682	Acquisition microprojet
16	Epierreuse	0	-	Acquisition microprojet
17	Four moderne	4	787 800	Acquisition microprojet
18	Foyer Amélioré	14	350 000	Acquisition microprojet
19	Humidimètre à Grain	3	2 400 000	Acquisition microprojet
20	Kit Etuvage	76	4 306 000	Acquisition microprojet
21	Matériel Irrigation	23	5 128 050	Acquisition microprojet
22	Meule mobile	1	80 000	Acquisition microprojet
23	Mini Bascule	4	846 000	Acquisition microprojet
24	Moto Tricycle	40	49 060 820	Acquisition microprojet
25	Motopompe	80	22 595 000	Acquisition microprojet
26	Ombrière	1	150 000	Acquisition microprojet
27	Palette	341	4 450 000	Acquisition microprojet
28	Petit Matériel	98	3 035 600	Acquisition microprojet
29	Plieuse de tole	1	700 000	Acquisition microprojet
30	Poste à souder fixe	1	450 000	Acquisition microprojet
31	Pulvérisateur	88	2 040 000	Acquisition microprojet
32	Roulette de semis	59	3 120 000	Acquisition microprojet
33	Sac de jute	6472	5 158 244	Acquisition microprojet
34	Scie Egoine	6	65 000	Acquisition microprojet
35	Tamis de Calibrage	49	247 000	Acquisition microprojet
36	Thermosoudeuse	4	220 000	Acquisition microprojet

## 8 Cadre logique original tiré du DTF

NOM DU PROJET		Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements de l'Atacora-Donga (FAFA A/D)	
	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OG : La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement du taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels dans la zone d'intervention ;</li> <li>• Accroissement du nombre de communes ayant atteint la sécurité alimentaire et nutritionnelle</li> <li>• Accroissement du revenu des ménages</li> <li>• Accroissement de la contribution des filières au PIBA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Enquêtes en début et fin d'intervention</i></li> </ul>	
	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OS : La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroissement annuel des productions riz, anacarde et maraîchage de l'Atacora-Donga commercialisées ;</li> <li>• Accroissement annuel des marges nettes moyennes par segment des filières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Données recensées par les OP filières et le CeRPA</i></li> <li>• <i>Données d'échantillons d'acteurs de différents segments des filières</i></li> </ul>	
RESULTATS	INDICATEURS	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES

<p>R1. Les OP améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption d'un document de stratégie correspondant aux mandats ;</li> <li>• Evolution des cotisations des membres;</li> <li>• Fréquence de mise à jour des documents de programmation et de gestion comptable et financière ;</li> <li>• Evolution du rapport hommes/ femmes au sein des OP ;</li> <li>• Evolution des ressources internes et externes de l'OP ;</li> <li>• Nombre et la qualité des services prioritaires aux membres dans le temps (H/F)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Document de stratégie</li> <li>• Documents comptables de l'OP</li> <li>• Rapport d'activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les OP disposent du personnel technique nécessaire pour mettre en œuvre les activités.</li> <li>• Il existe une bonne coordination entre les bailleurs pour coordonner leurs appuis aux OP</li> </ul>
<p>R2. Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intensité de mobilisation des acteurs lors des tables filières</li> <li>• Diversité des acteurs lors des tables filières</li> <li>• Accroissement des volumes de production commercialisés par les OP ;</li> <li>• Evolution des coûts de production des produits (riz et principaux produits maraîchers) ;</li> <li>• Evolution des volumes et nature d'intrants disponibles fournis par les OP et utilisés par les membres ;</li> <li>• Evolution des volumes de produits transformés commercialisés ;</li> <li>• L'évolution du nombre de dossiers financés par des IMF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données suivies par les OP, les groupements de transformateurs, les commerçants et le CeRPA</li> <li>• Données des échantillons suivis à travers les conventions</li> <li>• Données des groupements de transformateurs et des commerçants</li> <li>• Données des IMF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ensemble des acteurs joue le jeu et trouve un intérêt à travailler ensemble</li> <li>• Les données sur les coûts sont relativement fiables</li> <li>• Les commandes d'intrants spécifiques sont possibles</li> <li>• Les IMF sont intéressées pour s'investir dans les domaines agricoles autres que le coton</li> </ul>

<p>R3. Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de notes d'informations relatives aux filières et à l'environnement diffusées par an ;</li> <li>• Types d'activités mis en œuvre dans le cadre de la stratégie genre ;</li> <li>• Nombre d'infractions relatives aux normes de qualités des intrants constatées</li> <li>• Pourcentage d'investissements liés à la promotion des filières dans les plans de développement communaux futurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comptes-rendus des tables filières</li> <li>• Rapports d'activités du CeRPA</li> <li>• Plans de développement communaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La réforme se poursuit et ne modifie pas en profondeur les attributions du CeRPA ;</li> <li>• Les communes sont à l'écoute des services déconcentrés</li> <li>• Il existe une bonne coordination entre l'AIMAEP et la FAFA</li> <li>• Les réseaux Genre reçoivent un appui du MAEP central</li> </ul>
---	---	---	--

## 9 Matrice de monitoring complète

### 9.1 Matrice du plan de suivi-évaluation

N°	Intitulé de l'indicateur	Définition	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Cibles 2015	Structures responsables	Fréquence de publication	Niveau de désagrégation	Source des données de base
1	Taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnels dans la zone d'intervention (Atacora/Donga)	Ratio disponibilités énergétiques/besoins énergétiques ou encore Proportion des besoins alimentaires couverts	%	2011	48% (étude de référence FAIA)	53% (étude de référence FAIA)	MAEP CARDER-AD	Annuel	Régional Communal	Rapport annuel MAEP/ONASA
2	Rendement moyen (kg/ha) annuel par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz et anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (6%)	C'est le rapport entre la production totale et les superficies emblavées par spéculation (anacarde, riz, tomate, oignon, piment, chou, pomme de terre) de la région	%	2011	Riz = 2978 Anacarde= 300 Tomate= 7276 Piment= 1783 Oignon = 15000 Chou = 17640 Pomme de terre= 14000	Riz = 10% Anacarde= 10% Tomate= 6% Piment= 6% Oignon = 6% Chou = 6% Pomme de terre=6%	CARDER-AD	Annuel	Régional Communal CVA	Rapport campagne agricole
3	Production (tonnes) annuelle par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz (15%), anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (20%)	C'est le total de la production enregistrée dans une campagne agricole par spéculation (anacarde, riz, tomate, oignon, piment, chou, pomme de terre)	Tonnes	2011	Riz = 56971 Anacarde= 9500 Tomate= 15834 Piment= 4061 Oignon= 40 Chou= 400 Pomme de terre=50	Riz = 15% Anacarde= 10% Tomate= 20% Piment= 20% Oignon = 20% Chou = 20% Pomme de terre= 20%	CARDER-AD	Annuel	Régional Communal CVA	Rapport campagne agricole
4	Le niveau de fonctionnalité des OPA régionales augmente d'au moins 30% d'ici	C'est le rapport entre le score obtenu et le score total (outil autoévaluation)	%	2011	URCPA= 54,46% URCPR= 48,2% URCooPMA=48,2%	≥80%	OPA	Annuel	Régional Communal	Rapport auto-évaluation OPA

N°	Intitulé de l'indicateur	Définition	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Cibles 2015	Structures responsables	Fréquence de publication	Niveau de désagrégation	Source des données de base
	2015 (mesure avec l'outil d'auto-évaluation)									
5	Le nombre de membres en règle (adhésion et cotisations) vis-à-vis de leur coopérative villageoise est d'au moins 80% d'ici 2015 (source : bases de données tenues par les OPA)	C'est le rapport entre les coopératives villageoises ayant payé 100% de leur part social et droit d'adhésion et l'ensemble des coopératives membres de l'union	%	2012	URPA= 39 % URCPR= 21% URCooPMa = 10%	≥80%	OPA	Trimestriel	Régional Communal	Base de données des OPA
6	L'esprit entrepreneurial au sein des OPA de niveau régional a augmenté de 10% d'ici 2015 (mesuré avec l'outil auto-évaluation)	C'est le rapport entre le score obtenu et le score total (outil autoévaluation entrepreneurial)	%	2013	URCPA= 56% URCPR= 38% URCooPMa = 38%	URCPA= 66% URCPR= 48% URCooPMa = 48%	OPA	Annuel	Régional	Rapport auto-évaluation OPA
7	Le nombre de contrats formels de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 3 contrats chaque année par filière (source : OPA)	C'est le nombre de contrats signés entre les acteurs des différents maillons de la filière (producteurs, transformateurs et commerçants)	Contrat	2011	Anacarde = 0 Riz = 0 Maraîchage = 0	Anacarde = 12 Riz = 12 Maraîchage = 12	OPA	Annuel	Régional	Rapport annuel OPA
8	Le volume (tonne et volume monétaire) de contrats formels	Quantité de produit objet de transaction au terme des contrats inter-acteurs	Tonne	2012	Anacarde = 500T Riz = 0 Maraîchage = 0	>10%	Tables Filières	Annuel	Régional	Rapport annuel OPA

N°	Intitulé de l'indicateur	Définition	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Cibles 2015	Structures responsables	Fréquence de publication	Niveau de désagrégation	Source des données de base
	de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 10% chaque année par filière (source : OPA)									
9	Les marges nettes moyennes générées par les MiP augmentent de 10% chaque année (source : compte d'exploitation de chaque MiP ; base de données MiP)	C'est la moyenne des revenus quinquennaux générés en moyenne par MiP	FCAF	2011	1 514 123	2 200 000	FAFA-AD	Trimestriel	Filière	*Base de données MiP *Données compte d'exploitation MiP
10	Ratio de revenu annuel des MiP (moyenne sur 5 ans)/coût (subvention) des MiP est d'au moins 70% d'ici 2015 (source : base de données MiP)	C'est le rapport entre le revenu annuel et le coût total des MiP	%	2011	T= 53% H= 54% F= 53%	T> 70% H> 70% F> 70%	FAFA-AD	Trimestriel	Filière	*Base de données MiP *Données compte d'exploitation MiP
11	Le nombre de cadre de concertation agriculture tenu annuellement au niveau régional augmente à 4 (1 par trimestre) et au niveau communal de 2	C'est le nombre de cadre de concertation tenu annuellement	Cadre de concertation	2011	2 de niveau régional et 0 de niveau communal	30= 4+13*2 (4 de niveau régional et 2 de niveau communal par an)	CARDER-AD	Annuel	Régional	Rapport cadre de concertation



N°	Intitulé de l'indicateur	Définition	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Cibles 2015	Structures responsables	Fréquence de publication	Niveau de désagrégation	Source des données de base
	par an avec prise en compte de 80% des recommandations (source : CARDER AD)									
12	Taux de certification des semences de riz augmente de 10% chaque année pour atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)	C'est le rapport entre la superficie de semence certifiée de riz et la superficie totale emblavée	%	2011	30% (riz)	90%	CARDER-AD	Annuel	Régional	Rapport campagne CARDER
13	Taux de certification des semences d'anacarde augmente de 10% chaque année pour atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)	C'est le rapport entre la superficie de semence certifiée d'anacardier et la superficie totale emblavée	%	2011	30% (anacarde)	90%	CARDER-AD	Annuel	Régional	Rapport campagne CARDER
14	Le nombre des échantillons prélevés par le service DRC/CARDER pour analyse de qualité par le mini-laboratoire atteint 100 d'ici 2015 (source : DRC/CARDER)	C'est le nombre de prélèvement effectué pour des fins d'analyse	Prélèvements/Echantillon	2011	0	100	DRC/CARDER	Annuel	Régional	Rapport laboratoire
15	Au moins 30% des échantillons prélevés sont analysés Taux d'analyses des prélèvements réalisés par	C'est le rapport entre le nombre de prélèvement analysé et le nombre total des prélèvements effectués	%	2011	0%	30	DRC/CARDER	Annuel	Régional	Rapport laboratoire

N°	Intitulé de l'indicateur	Définition	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Cibles 2015	Structures responsables	Fréquence de publication	Niveau de désagrégation	Source des données de base
	prélevés par les services DRC/CARDER au mini-laboratoire d'ici 2015 (source : DRC/CARDER)									

## 9.2 Opérationnalisation annuelle des cibles d'indicateurs

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
<b>IMPACT:</b> La sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale de l'Atacora-Donga, associés aux filières agricoles riz, anacarde et maraîchage, sont améliorés de manière durable dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières agricoles									
1	Taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnel dans la zone d'intervention (Atacora/Donga)	%	2011	48% (étude de référence FAIA)	ND	50%	ND	ND	53% (étude de référence FAIA)
<b>OUTCOME:</b> La productivité et la rentabilité des filières riz, maraîchage et anacarde sont améliorées dans les départements de l'Atacora-Donga									
2	Rendement moyen (kg/ha) annuel par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz et anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (6%)	Kg/ha	2011	Riz = 2978 Anacarde = 300 Tomate = 7276 Piment = 1783 Oignon = 15000	2 969 (0 %) ND 7 300 (1%) 1 758 (-2%) 11 000 (- 27%) 20 496 (+16%) 14 333 (+2 %)	2 588 (-13%) 296 (-1%) 7 333 (+1%) 1 197 (+53%) 11 369 (-24%) 9 276 (-47%) 7 241 (-48%)	Riz:2 789 (-6%) Anacarde:569 (+90%) Tomate:7038 (-3%) Piment : 1323 (+68%) Oignon:10 734(-28%) Chou : 9886 (-44%) Pomme de Terre: 8 145 (-42%)	2 598 (-13%) 395 (+32%) 6 809 (-6%) 3 070 (+292%) 15 000 (+0%) 20 000 (+13%) 13 000 (-7%)	+10% +10% +6% +6% +6% +6% +6%

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
				Chou = 17640 Pomme de terre= 14000					
3	Production (tonnes) annuelle par spéculation dans l'Atacora/Donga augmente d'ici 2015 de : riz (15%), anacarde (10%), tomate, piment, chou, pomme de terre et oignon (20%)	Tonnes	2011	Riz = 56971 Anacarde =9500 Tomate = 15834 Piment = 4061 Oignon = 40 Chou = 400 Pomme de terre = 50	58 133 (+2%) ND 17 647 (+11%) %) 4 296 (+6%) 143 (257,50%) ND 129 (+158%)	63 223 (+11%) 7 537 (-21%) 25 160 (+59%) 2 293 (-44%) 206 (+415%) 624 (+56,00%) 178 (+256%)	Riz : 97 562 (+71%) Anacarde: 6 729 (-29%) Tomate: 40 528 (+156%) Piment : 2727 (-33%) Oignon : 284 (+610%) Chou : 443 (+11%) Pomme de terre: 144 (+188%)	70 056 (+23%) 8 300 (-13%) 40 416(+155%) 6 057 (+49%) 261 (+553%) 130 (-68%) 70 (+40%)	+15% +10% +20% +20% +20% +20% +20%
<b>OUTPUT 1: Les OPA améliorent de façon durable leur organisation ainsi que les services à leurs membres pour un réel développement des filières agricoles</b>									

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
4	Le niveau de fonctionnalité des OPA régionales augmente d'au moins 30% d'ici 2015 (mesure avec l'outil d'auto-évaluation)	%	2011	URCPA = 4,46% URCPR =48,21% URCooPMa =48,21%	62.50% 58,92%, 52,67%	71% 78% 67%	URCPA : 79% URCPR : 73% URCooPMa : 74%	76% 78% 68%	84% 78% 78%
5	Le nombre de membres en règle (adhésion et cotisations) vis-à-vis de leur coopérative villageoise est d'au moins 80% d'ici 2015 (source : bases de données tenues par les OPA)	%	2012	URPA= 39% URCPR= 21% URCooPMa = 10%	39% 21% 10%	50% 24% 24%	URCPA : 55% URCPR : 47% URCooPMa : 46%	70% 47% 46%	≥80%
6	L'esprit entrepreneurial au sein des OPA de niveau régional a augmenté de 10% d'ici 2015 (mesuré avec l'outil auto-évaluation)	%	2013	URCPA= 56% URCPR= 38% URCooPMa = 38%	Pas mesuré	56% 38% 38%	URCPA : 81% URCPR : 50% URCooPMa : 75%	69% 44% 63%	66% 48% 48%
<b>OUTPUT 2: Les acteurs des filières, producteurs et opérateurs économiques ont amélioré leur articulation, élargi leurs opportunités de marché et augmenté leurs bénéfices de manière équitable</b>									

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
7	Le nombre de contrats formels de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 3 contrats chaque année par filière (source : OPA)	Contrat	2011	URCPA = 1 Anacarde = 0 Riz = 0 Maraîchage = 0 URCPR = 0 URCooPMa = 0	URCPA = 2 URCPR = 6 URCooPMa = 2	Anacarde : 3 Riz : 14 Maraîchage : 0	4 10 2	12 12 12	
8	Le volume (tonne) de contrats formels de commercialisation entre les coopératives d'unions de niveau régional et communal et les transformateurs, commerçants augmente de 10% chaque année par filière (source : OPA)	Tonne	2012	Anacarde = 0 Riz = 0 Maraîchage = 0	*0 *0 *0	*103T *47T *70T	Anacarde: 561T (+445%) Riz : 195,5 T (+316%) Maraîchage: 0 T	1 800 T (1648%) 407 T (766%) 225,4 T (222%)	>10%
9	Les marges nettes moyennes générées par les MiP augmentent de 10%	FCFA	2011	1 514 123 FCFA	-7% (1 406 749 FCFA)	20% (1 817 735 FCFA)	82% (2 757 870 FCFA)	+15% (1 747 092 FCFA)	2.119 772 FCFA

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
	chaque année (source : compte d'exploitation de chaque MiP ; base de données MiP)								
10	Ratio de revenu annuel des MiP augmente (moyenne sur 5 ans)/coût (subvention) des MiP est d'au moins 70% d'ici 2015 (source : base de données MiP)	%	2011	53%	30%	36%	44%	69%	>70%
<b>OUTPUT 3: Les structures déconcentrées CeRPA et CeCPA sont renforcées dans leurs compétences régaliennes et leur rôle d'appui conseil aux communes dans le cadre de la décentralisation</b>									
12	Le nombre de cadre de concertation agriculture tenu annuellement au niveau régional augmente à 4 (1 par trimestre) et au niveau communal de 2 par an avec prise en compte de 80% des recommandations (source : CARDER AD)	Cadre de concertation	2011	2 de niveau régional et 0 de niveau communal	3 de niveau régional et 0 de niveau communal	3 (1 sur avancement mise en œuvre plan filière ; 1 sur harmonisation d'approche d'aménagement des bas-fonds ; 1 sur les accords et appuis fournis au ou avec le CARDER/AD) de niveau régional et 0 de niveau communal	3 de niveau régional (1 sur les appuis des PTF au CARDER et 1 sur les appuis des PTF aux OPA et 1 sur les plans filières) et 12 de niveau communal (02 par commune sur six communes)	18 au total: 5 au niveau régional et 13 au niveau communal (1 par commune et a porté sur l'appropriation des DET)	30= 4+13*2 (4 de niveau régional et 2 de niveau communal par an)
13	Taux de certification des semences de riz augmente de 10% chaque année pour	%	2011	56%	70%	85%	86%	100%	90%

N°	Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Année Baseline	Baseline	Progrès réalisés				Cibles finales (2015)
					2012	2013	2014	2015	
	atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)								
14	Taux de certification des semences d'anacarde augmente de 10% chaque année pour atteindre au moins 90% en 2015 (source : CARDER AD)	%	2011	0	0	79%	0%	0%	≥80%
15	Le nombre des échantillons prélevés par le service DRC/CARDER pour analyse de qualité par le mini-laboratoire atteint 100 d'ici 2015 (source : DRC/CARDER)	Prélèvement	2011	0	0	0	57	314	100
16	Au moins 30% des échantillons prélevés sont analysés Taux d'analyses des prélèvements réalisés par prélevés par les services DRC/CARDER au mini-laboratoire d'ici 2015	%	2011	0%	0%	0	0	100% tests de germination et pas d'autres tests	30%



## 10 Outils et produits

- *Publications (scientifiques)*

- *Rapports de capitalisation*

Capitalisation des différentes expériences avec l'appui de l'Institut KIT. Les notes de capitalisation ont été élaborées sur :

- La structuration des organisations Professionnelles Agricoles des filières anacarde, riz et maraîchage ;
  - La commercialisation groupée du riz et de l'anacarde ;
  - La commercialisation groupée de l'anacarde ;
  - Approvisionnement en intrants spécifiques pour les producteurs maraîchers à travers les dépôts intrants ;  
(Celles sur les microprojets (MIP) en cours de finalisation).
  - Capitalisation sur les services développés par les OP au profit de leurs membres (enquêtes de satisfaction) ;
- *Matériel audiovisuel*  
Documentaire sur l'URCPA
- *Autres ressources*
  - *Approche/système M&E*
  - *Méthodologies*